

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA RELANCE

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN MARS 2021

Mai 2021

Ministre de l'Économie et de la Relance

Madame Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

Monsieur Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Madame Aurélie KASSAT épouse NGUEMA

Contact :

Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville

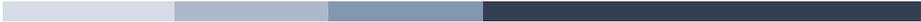
B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette première note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2021.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU PREMIER TRIMESTRE	
2021.....	8
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	8
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN	
DEVELOPPEMENT	9
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN MARS 2021	11
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES.....	11
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Mars 2021	11
II.2 LE PETROLE	12
II.3 LE MANGANESE	12
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE	13
II.5 L'AGRICULTURE.....	13
II.5.1 L'huile de palme brute.....	13
II.5.2 Le caoutchouc naturel.....	13
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES	14
II.6.1 Le sucre	14
II.6.2 Les boissons gazeuses et alcoolisées	14
II.6.3 L'eau minérale.....	15
II.6.4 Les huiles et corps gras	15
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS	16
II.7.1 Les unités de sciage	16
II.7.2 Les unités de déroulage.....	16
II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	17
II.8.1 La chimie.....	17
II.8.2 Les matériaux de construction	18
II.8.3. La seconde transformation des métaux.....	18
II.8.4 L'industrie minière	19
II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	19
II.9.1 L'électricité	19
II.9.2 L'eau.....	19
II.10 LE RAFFINAGE.....	20
II.11 LES BTP	20
II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	21
II.12.1 Le transport aérien	21
II.12.2 Le transport ferroviaire.....	21
II.12.3 Le transport terrestre (urbain)	22
II.12.4 L'activité portuaire à Owendo	22
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS	23
II.14 LE COMMERCE.....	23
II.14.1 Le commerce général structuré	23
II.14.2 Le commerce des véhicules neufs.....	23
II.14.3 Le commerce des produits pétroliers	24
II.14.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	24

II.15 LES AUTRES SERVICES	24
II.15.1 Les services rendus aux entreprises.....	24
II.15.2 Les services rendus aux particuliers.....	24
II.15.3 Les services immobiliers	25
II.15.4 Les services de mécanique générale.....	25
II.16 L'HOTELLERIE, RESTAURATION ET TOURISME	25
II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE.....	25
II.17.1. L'analyse bilancielle.....	25
II.17.2 Les opérations avec la clientèle	26
II.17.2.1 Les ressources collectées	26
II.17.2.2 Les crédits distribués	27
II.18 LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE (EMF)	28
18.1. La configuration du secteur et la clientèle des EMF.....	28
18.2. Les capitaux propres et intermédiation financière	29
18.3. La structure des taux	29
II.19 LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS.....	29
II.19.1 Les ressources	29
II.19.2 Les emplois.....	30
II.19.2.1 Investissements et créances impayées.....	30
II.20 LE SECTEUR DES ASSURANCES	30
III. LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2021	32
.....	
III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION.....	32
III.2. L'EMPLOI	34
III.2.1. Evolution de l'emploi public	34
III.2.2 Evolution des effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente	34
III.3. LES SALAIRES.....	34
III.4. LE BUDGET DE L'ETAT.....	35
III.4.1. Les soldes budgétaires	35
III.4.2. L'exécution des recettes	35
III.4.2.1 Les recettes pétrolières	36
III.4.2.2 Les recettes hors pétrole.....	36
III.4.3. Les dépenses budgétaires	37
III.4.3.1 Les dépenses de fonctionnement	37
III.4.3.2 Les dépenses d'investissement	38
III.4.3.3 Les autres dépenses	38
III.4.3.4 La charge de la dette	38
III.5 LA DETTE PUBLIQUE	38
III.5.1. Le règlement de la dette	39
III.5.2. L'évolution des tirages sur financement.....	39
III.5.3 Le stock de la dette publique	40
III.6 LA SITUATION MONETAIRE	40
III.6.1.les principaux agrégats monétaires.....	41
III.6.1.1. La masse monétaire (M2).....	41
III.6.1.2- Les ressources extra-monétaires	41

III.6.2-LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	41
III.6.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)	41
III.6.2.2. Le crédit intérieur	42
CONCLUSION	43

RESUME EXECUTIF

A l'issue du premier trimestre 2021, les données conjoncturelles montrent une reprise de l'activité économique mondiale, malgré la poursuite de la crise sanitaire dans de nombreuses régions. En effet, l'arrêt des activités de production dans de nombreux pays avancés, émergents et en développement et le confinement qui s'en est suivi presque partout dans le monde ont créé une incertitude sur les perspectives de croissance pourtant bien orientées en début d'année.

Au Gabon, l'activité est stimulée par les secteurs exportateurs à l'exception du pétrole, tirés par la hausse de la demande mondiale, dans un contexte de remontée des prix des produits de base.

Ainsi, le **secteur primaire** a enregistré une hausse de la production de manganèse (+4,8%) et de l'exploitation forestière (+19,1%), alors que l'extraction de pétrole brut a baissé de 10,6%.

Dans le **secteur secondaire**, il a été enregistré une augmentation de 12,9% de la production des industries du bois, une progression 14,1% des boissons gazeuses et alcoolisées, une remontée de 28,2% des produits de la transformation de manganèse et des baisses de production d'électricité (-3,7%) et d'eau minérale (-25,8%).

Dans le **tertiaire** les activités suivantes sont en hausse : les télécommunications (+3,5%), le transport ferroviaire (+9,2%), le commerce de véhicules industriels (+10,3%), le commerce des produits pharmaceutiques (+9,1%). Néanmoins, il a été relevé un repli du commerce général structuré (-10,6%), du commerce des produits pétroliers (-8%), et du transport aérien (-38,5% pour la fréquence des vols, -48,1% pour les passagers) malgré la hausse de 2,4% du volume de fret.

Le secteur bancaire est demeuré solide avec une progression de 12,8% du total agrégé des bilans à 2 981,9 milliards de FCFA contre 2 642,6 milliards un an plus tôt, traduisant une résilience des établissements, malgré le contexte de crise sanitaire. On relève une augmentation des ressources collectées et des crédits distribués respectivement de 3,3% à 2 145,8 milliards de FCFA et 5,1% à 1 607,3 milliards de FCFA.

Concernant les compagnies d'assurance, on observe par contre un reflux du chiffre d'affaires de 13,6% à 31,40 milliards de FCFA.

L'inflation, affiche un taux de 1,6% en moyenne annuelle contre 0,9% sur la même période en 2020, tirée par les postes transports, logements et certains biens alimentaires.

Au terme du premier trimestre 2021, le nombre des salariés dans le secteur public a baissé de 0,8% pour s'établir à 101 663 agents, comparativement à la même période en 2020. Le repli des effectifs de ce secteur est lié à la baisse concomitante des agents de la fonction publique (-0,9%) et celle de la Main d'Œuvre Non Permanente (-0,7%). Suite à cette évolution, la dépense de personnel du secteur public a été exécutée à hauteur de 161,6 milliards de FCFA, soit une baisse de 0,1% par rapport au premier trimestre de l'année précédente.

Au terme des trois (3) premiers mois de l'année 2021, les recettes budgétaires collectées sont établies à 387,7 milliards de FCFA, contre 413,6 milliards l'année précédente, soit une diminution de 6,3% imputable au repli conjoint des recettes pétrolières et non pétrolières.

Les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un repli de 6,5 % pour s'établir à 371,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution 18,1 % des prévisions. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), elles ont baissé de 7,5 % à 298,9 milliards de FCFA.

Après une année 2020 marquée par un effondrement de l'économie mondiale (-3,3%), les perspectives de l'activité économique semblent plus favorables à fin mars 2021. En effet, l'embellie amorcée au cours du second semestre de l'année dernière semble se confirmer et est favorisée par un contexte d'avancement des campagnes de vaccinations qui éclaircissent l'horizon économique. A cela, s'ajoute des nouvelles mesures de soutien budgétaire et l'adaptation de l'activité à une mobilité réduite. Toutefois, si le contexte de reprise se précise un peu partout, le retour à une croissance positive tarde à se manifester dans plusieurs pays. Ainsi, la croissance de l'économie mondiale s'établirait à 6,0% en 2021 et 4,4% en 2022.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

A fin mars 2021, l'activité économique dans les principaux pays avancés a été marquée par la poursuite de la reprise aux Etats-Unis, dans un contexte de redémarrage de l'économie. A contrario, le PIB de la zone euro a de nouveau reculé, pénalisé par le maintien ou le renforcement des restrictions sanitaires. En somme, la situation globale de ces pays reste contrastée. Toutefois, au regard de l'importance des mesures prises pour endiguer de nouvelles vagues d'infection et de nouveaux variants du virus, du déroulement du plan de relance américain, il est prévu une croissance du PIB de 5,1% en 2021 et 3,6% en 2022.

L'expansion observée de l'économie américaine, au dernier trimestre 2020, s'est poursuivie au premier trimestre 2021 (+1,6% après +1,1%). Cette embellie découle de la mise en place d'un plan vaccinal à grande échelle, l'adoption par le congrès d'un plan d'urgence de 1.900 milliards de dollars, qui serait suivi d'un plan d'investissements. Par ailleurs, la consommation des ménages a rebondi en mars (+3,6% après -1,2%), soutenue par l'envoi des premiers chèques de 1 400 \$ débloqués par l'American Rescue Plan. Enfin, pour stimuler efficacement la relance économique, la banque centrale américaine (FED) a maintenu ses principaux taux directeurs proches de zéro. Sur l'ensemble de l'année 2021, le PIB évoluerait à 6,4% et 3,5% en 2022.

Après un quatrième trimestre 2020 encourageant, l'économie japonaise, quoique positive, s'est tassée à fin mars 2021, en relation avec la réinstauration d'un état d'urgence en début janvier, suite à une forte recrudescence de la pandémie. En dépit de ce fléchissement, les perspectives de l'archipel sembleraient bonnes tout au long de l'année, en rapport avec un regain de la consommation des ménages et un retour progressif des exportations. Le PIB annuel atteindrait 3,3% et 2,5% en 2022.

Dans la zone euro, un nouveau recul de l'activité à fin mars (-0,6% après -0,7%) a été enregistré. L'amélioration des perspectives de l'économie dépendrait de l'évolution de la pandémie et de la rapidité des campagnes de vaccination. Par ailleurs, l'inflation a poursuivi son rebond (+1,6% après +1,3%). Le PIB progresserait de 4,4% sur l'année en cours et 3,8% en 2022.

Au sein de la zone, la persistance de la crise sanitaire a plombé la reprise de l'économie allemande au premier trimestre (-1,7% contre -2,2% au premier trimestre 2020). Celle-ci fait face à des difficultés d'ordre structurel, liées au vieillissement de sa population active. L'industrie, moteur de la croissance est désormais touchée. Toutefois, les prévisions tablent sur un taux de croissance annuel de 3,6% en 2021 et 3,4% en 2022.

En France, la production a enregistré une légère augmentation (+0,4% après -1,4%) entre janvier et mars, en raison de la chute de la consommation des ménages et ce, malgré un frémissement des services. Cette performance résulte essentiellement des mesures liées à la COVID 19. Sur l'ensemble de l'année 2021 et après une contraction de 8,2% en 2020, la croissance progresserait de 5,8%, suite au déconfinement progressif ou total de certaines régions. Cette embellie se poursuivrait en 2022 avec une croissance de 4,2%.

Dans le reste de la zone, le PIB a reculé en Italie (-0,4% contre -1,8% au trimestre précédent) et en Espagne (-0,5% après 0,0%), malgré une progression de 3,5% des ventes de détail au cours du premier trimestre. Le taux de chômage reste supérieur à 10% en Italie et il atteint 16% de la population active en Espagne au cours de la période sous revue. Les prévisions annuelles sont quant à elles arrêtées à 4,2% et 6,4% respectivement pour l'Italie et l'Espagne en 2021 et 3,6% et 4,2% respectivement en 2022. Hors zone, le PIB du Royaume Uni s'inscrirait en hausse de 5,3% et 5,1% en 2021 et 2022.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Les pays émergents et en développement soutiendraient le redémarrage de la croissance économique mondiale, en dépit d'une disparité au sein des pays formant ce bloc économique. Le PIB s'estimerait à 6,7% en 2021 et 5,0% en 2022 contre -2,4% en 2020.

L'économie chinoise a évolué de 18,3% au cours du premier trimestre 2021, en rapport avec la vigueur des exportations, en particulier de produits électroniques et d'équipements médicaux vers les Etats-Unis et l'Union européenne. En mars, les exportations chinoises ont été robustes (+30,6% sur un an), au moment où une grande partie du monde reste frappée par l'épidémie. L'activité économique devrait générer une croissance de 8,4% en 2021 avant de retomber à 5,6% en 2022.

De même, l'économie indienne progresserait de 12,5% sur l'ensemble de l'année, malgré la résurgence de la pandémie dans plusieurs régions.

L'économie russe a bénéficié de l'évolution des cours sur le marché international. En effet, la production se situerait à 3,8% en 2021.

Parallèlement, l'Amérique latine et les Caraïbes profiteraient de l'augmentation des prix des matières premières sur les différents marchés internationaux. Ainsi, l'expansion économique brésilienne et mexicaine serait respectivement de 3,7% et 5,0% en 2021.

A l'instar des autres blocs économiques, la croissance en Afrique subsaharienne serait positive (+3,4% de croissance, après une récession estimée à -1,9% en 2020). L'économie Sud-africaine enregistrerait une croissance de 3,1% et 2,0% en 2022. Dans le même temps, celle du Nigéria se chiffrerait à 2,5% en 2021 et 2,3% en 2022.

Sur l'ensemble de l'année 2021, la CEMAC renouerait avec la croissance, malgré un contexte économique empreint d'incertitudes. Ainsi, deux scénarios possibles sont prévus, selon l'évolution des cours du baril de pétrole et l'évolution de la pandémie :

- **Un scénario de base**, prévoyant (i) un prix moyen du baril de pétrole brut à 58,5\$, (ii) l'expansion de la pandémie COVID-19 avec pour corollaire le renforcement des mesures restrictives et (iii) une nouvelle perturbation des chaînes d'approvisionnement au niveau international et dans la Sous-Région. Dans ce cas, la croissance passerait de -2,1% en 2020 à 1,8% en 2021, portée principalement par un rebond de la croissance non pétrolière (2,5% en 2021 contre -1,6% un an plus tôt).

- **Un scénario optimiste**, tablant sur une couverture vaccinale rapide et efficace permettant de contenir sensiblement la propagation de la pandémie à l'échelle sous régionale et mondiale avant la fin d'année 2021. Suivant ce scénario, avec les mêmes hypothèses que le précédent pour le secteur pétrolier, la reprise serait plus soutenue à 3,3% (contre 1,8% dans le scénario de base), avec une progression plus importante du secteur non pétrolier (4,3%) que dans le scénario de base (2,5% en 2021).

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Mars 2021

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↓
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Caoutchouc naturel</i>	↓
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production sucrière</i>	↓
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↓
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	↗
<i>Unités de sciages</i>	↓
<i>Unités de placage</i>	↗
<i>Unités de contreplaqué</i>	↗
Autres industries	
<i>Peintures</i>	↗
<i>Gaz industriels</i>	↓
<i>Matériaux de construction</i>	↓
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
<i>Industrie minière</i>	↗
Production et distribution de l'électricité et de l'eau	
<i>Electricité</i>	↓
<i>Eau</i>	↓
Raffinage	↗
BTP	↓
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↓
<i>Ferroviaire</i>	↗
<i>Transport terrestre (urbain)</i>	↗
<i>Activité portuaire (Ports GSEZ)</i>	↗
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↓
<i>Véhicules industriels</i>	↗
<i>Produits pétroliers</i>	↓
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↓
<i>Rendus aux particuliers</i>	↓
<i>Immobiliers</i>	↗
<i>Mécanique générale</i>	↓
Hôtellerie et restauration	↓

II.2 LE PETROLE

La production nationale de pétrole brut est estimée à 2,49 millions de tonnes métriques au premier trimestre 2021, contre 2,78 millions de tonnes métriques enregistrées au cours de la même période en 2020, soit une régression de 10,6%. Cette baisse s'explique par la poursuite de l'application des quotas OPEP+ entamée depuis le second semestre de l'année 2020. Corrélativement, les exportations se sont repliées de 6,2% à 2,206 millions de tonnes métriques contre 2,352 millions sur la même période de l'année précédente. L'Asie & Pacifique demeure la principale destination des bruts gabonais avec 90% des exportations, le reste étant orienté vers l'Europe (10%).

Dans le même temps, le prix du Brent a connu une hausse de 21,2% au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020 pour s'établir à 60,90 dollars le baril. Le prix du panier des bruts gabonais a affiché, quant à lui, une moyenne de 60,12 dollars par baril sur la même période par rapport au premier trimestre 2020, soit un accroissement de 22,3% sous l'effet de l'application des mesures de réduction des quotas de production de l'OPEP+.

Parallèlement, le taux de change USD/FCFA s'est déprécié de 8,6% pour une moyenne de 544,165 FCFA.

Evolution de l'activité pétrolière

	2T20*	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production (en millions de tonnes métriques)	2,834	2,543	2,607	2,488	2,782	2,488	-10,6%
Exportations (en millions de tonnes métriques)	2,802	2,249	2,479	2,206	2,352	2,206	-6,2%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	29,200	42,993	44,223	60,897	50,257	60,897	21,2%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	25,395	43,091	43,274	60,563	49,161	60,120	22,3%
Taux de change (\$US/FCFA)	596,169	561,081	550,081	544,165	595,204	544,165	-8,6%

Sources : Enquête DGEPP
*deuxième trimestre 2020

II.3 LE MANGANESE

Au premier trimestre 2021, la production mondiale d'acier au carbone a atteint 484 millions de tonnes (Mt), en hausse de 7,2% par rapport à la même période en 2020, soutenue par la production en Chine (+13%), sous l'effet du dynamisme de son économie et notamment du secteur automobile. Dans le reste du monde, la production est en augmentation de 1,2%, grâce notamment à l'Inde (+7 %), malgré les baisses en Europe (-0,4%) et en Amérique du Nord (-7%).

Dans ce contexte mondial, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse a progressé de 4,8% à 2,188 millions de tonnes, suite à la bonne performance de Comilog (+17%). Celle-ci découle du bon rendement de la mine de Bangombé et de la montée en puissance du gisement d'Okouma, mis en exploitation en octobre 2020. Ce, en dépit du léger repli du gisement de Ndjolé. Dans le sillage de la production, les exportations et les ventes se sont consolidées respectivement de 9% et 10,7%.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a reculé de 7,9% à 137,6 milliards de FCFA contre 149,5 milliards de FCFA une année auparavant, en raison de la faiblesse du prix moyen de vente du manganèse lors de la conclusion d'une partie des transactions (décembre 2020).

Dans le même temps, les effectifs se sont renforcés de 28% à 2 535 agents pour une masse salariale de 18,4 milliards de FCFA (+24%).

Évolution de l'activité de manganèse

	2T20	3T20	4T20	1T21	Premier trimestre		
					2020	2021	Var 21/20
Production (en tonnes)	2 010 158	2 125 867	2 219 794	2 187 830	2 087 250	2 187 830	4,8%
Exportations (en tonnes)	2 135 576	2 114 962	2 083 465	1 913 401	1 755 783	1 913 401	9,0%
Ventes (en tonnes)	2 138 510	2 124 468	2 079 150	1 930 458	1 743 248	1 930 458	10,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	238 013	191 982	165 068	137 598	149 459	137 598	-7,9%
Effectifs (nombre)	2 125	2 150	2 280	2 535	1 981	2 535	28,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	15 033	12 533	17 679	18 400	14 756	18 400	24,7%

Source : Enquête DGEPP

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE

A fin mars 2021, l'exploitation forestière s'est caractérisée par une appréciation de ses performances. En effet, la production de grumes a augmenté de 16,9% pour atteindre 538 631 m³, suite à l'exploitation de nouvelles surfaces forestières et à la fermeté de la demande des industries locales ne disposant pas de permis forestiers. C'est dans ce contexte que les ventes de grumes aux industriels ont progressé de 15,6% pour atteindre 226 890 m³.

Évolution de l'activité forestière

(en m ³)	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin décembre		
					2020	2021	Var 21/20
Production	474 983	626 835	481 453	585 593	491 711	585 593	19,1%
Ventes aux industries locales	193 794	289 315	240 373	231 285	206 070	231 285	12,2%

Source : Enquête DGEPP

II.5 L'AGRICULTURE

II.5.1 L'huile de palme brute

Au terme du premier trimestre 2021, la filière huile de palme a enregistré des résultats globalement satisfaisants, malgré le contexte de crise sanitaire. En effet, la production des régimes de palme s'est renforcée de 48,6% à 110 616 tonnes, en raison de la hausse du rendement des plantations de Mouila et Awala. En conséquence, la production d'huile brute rouge a augmenté de 41,9% pour s'établir à 26 450 tonnes.

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont baissé de 15% pour se situer à 4 189 agents, représentant une masse salariale de 4,6 milliards de FCFA, en progression de 51,9%.

Évolution de l'activité de l'huile brute

	2T20	3T20	4T20	1T21	A fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production (tonnes)							
Régime de palme	83 389	73 451	60 440	110 616	74 461	110 616	48,6%
Huile brute	19 784	17 324	14 586	26 450	18 646	26 450	41,9%
Huile palmiste	344	2 084	1 007	0	355	0	-
Effectifs (en nombre)	4 712	4 712	4 397	4 189	4 927	4 189	-15%
Masse salariale (millions de FCFA)	3 195	2 962	3 149	4 683	3 083	4 683	51,9%

Source : Enquête DGEPP

II.5.2 Le caoutchouc naturel

L'activité de la filière du caoutchouc naturel a été morose au premier trimestre 2021. En effet, la production nationale de caoutchouc naturel en fond de tasse a chuté de 56,2% à 2 062 tonnes, essentiellement en raison de l'arrêt des activités de l'opérateur Siat Gabon suite à la grève du personnel depuis le mois d'octobre pour non-paiement des salaires et du fait des restrictions imposées par les mesures barrières pour lutter contre la pandémie du Covid-19. Ce contexte a empêché l'usinage du caoutchouc en granulé de 50kg.

Sur le plan commercial, l'effondrement des exportations de granulé de 98,4% a eu pour conséquence une chute du chiffre d'affaires de 98,6% à 36 millions de FCFA. Dans le même temps, les effectifs employés ont reculé de 13,8% pour une masse salariale de 932 millions de FCFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2T20	3T20	4T20	1T21	Premier trimestre		
					2020	2021	Var 21/20
Productions							
Caoutchouc humide (en tonnes)	5 751,3	5 405,2	1 706,5	2 061,8	4 703	2 062	-56,2%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	1 698,7	2 357,9	1 221,1	0,0	2 046	0	-
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	1 321,3	2 621,4	1 752,8	42,6	2 609	43	-98,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	954,1	1 746,5	2 147,3	36,5	2 557	36	-98,6%
Effectifs (nombre)	1 048	997	971	927	1 076	927	-13,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	837	779	799	932	887	932	5,1%

Source : Enquête DGEPP

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 Le sucre

L'activité sucrière a enregistré des contre-performances au premier trimestre 2021. En effet, sur le plan industriel, la transformation de sucre a reculé de 2,1% à 5 115 tonnes, suite au repli de la production de sucre en morceaux (-9,4%). Dans le même temps, les importations ont fortement baissé (-69,5%) du fait de la fermeture des frontières.

Sur le plan commercial, les ventes ont diminué de 11,5% à 7 354 tonnes, sous l'effet de la contraction des consommations des clients industriels (brasseries et boulangeries) et des ménages.

Evolution de l'activité sucrière

	2T20	3T20	4T20	1T21	Premier trimestre		
					2020	2021	Var 21/20
Importation (en tonnes)	2 992	1 398	2 808	910	2 981	910	-69,5%
Total du sucre transformé (en tonnes)	6 024	5 584	5 666	5 115	5 225	5 115	-2,1%
Sucre en morceaux	3 149	3 810	3 580	2 445	2 700	2 445	-9,4%
Autres (doses, granulés, sachets 1 kg)	2 875	1 774	2 086	2 670	2 526	2 670	5,7%
Ventes (en tonnes)	8 111	7 539	5 496	7 354	8 314	7 354	-11,5%
Effectifs (en nombre)	631	638	717	605	626	605	-3,4%

Source : Enquête DGEPP

II.6.2 Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des performances globalement appréciables au terme des trois premiers mois de l'année 2021, suite à l'ouverture progressive d'un certain nombre d'activités non essentielles (restaurants avec terrasse, hôtels, etc.). Ainsi, la production totale des boissons gazeuses et alcoolisées a augmenté de 14,1% pour se situer à 787 976 hectolitres, portée par les bières (+10,2%) et les alcoolmix (+700%). En conséquence, le chiffre d'affaires a progressé de 0,7% pour s'établir à 37,6 milliards de FCFA.

En matière d'emploi, les effectifs ont baissé de 4,2% à 1 020 agents à fin mars 2021, pour une masse salariale en hausse de 9%, du fait du paiement de primes et autres indemnités.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Productions (en hectolitres)	603 855	687 489	742 078	787 976	690 790	787 976	14,1%
Bières	373 825	459 922	468 989	440 486	399 606	440 486	10,2%
Boissons gazeuses	216 315	202 266	244 502	252 270	270 286	252 270	-6,7%
Vins	6 853	12 335	12 793	7 781	9 970	7 781	-22,0%
Divers	6 862	12 966	15 794	87 439	10 928	87 439	700,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	31 113	37 384	40 140	37 596	37 341	37 596	0,7%
Effectifs (en nombre)	1 038	1 034	1 011	1 020	1 065	1 020	-4,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	4 539	4 054	5 206	4 483	4 113	4 483	9,0%

Source : Enquête DGEPP

II.6.3 L'eau minérale

A fin mars 2021, la production d'eau minérale s'est repliée, en raison de la situation sanitaire qui a limité le fonctionnement de l'usine. Ainsi, la production totale d'eau minérale a chuté de 25,8% à 247 010 hectolitres.

Les problèmes d'acheminement de la production vers les principaux centres de consommation, suite au mauvais état du réseau routier, principalement, ont entraîné une contraction 30,7% à 4,4 milliards de FCFA du chiffre d'affaires.

Les effectifs ont reculé de 11% pour une masse salariale de 302 millions de FCFA, en hausse de 8% par rapport à fin mars 2020.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production d'eau (en hectolitres)	305 535	241 272	228 592	247 010	332 701	247 010	-25,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 117	4 325	5 519	4 407	6 363	4 407	-30,7%
Effectifs (en nombre)	90	89	78	80	90	80	-11,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	277	281	273	302	279	302	8,2%

Source : Enquête DGEPP

II.6.4 Les huiles et corps gras

La branche des huiles et corps gras a amélioré ses performances à fin mars 2021, grâce au dynamisme observé dans les activités du groupe Olam. Ainsi, la production totale (+24,3%) s'est portée à 7 875 tonnes, soutenue par l'huile raffinée (+31%) et la stéarine (+22,8%). De même, les ventes locales et les exportations des huiles et corps gras se sont renforcées respectivement de 27,9% et 57,1%, en raison de la fermeté de la demande (domestique et extérieure). Le commerce des produits élaborés a généré une très forte hausse du chiffre d'affaires à 11,4 milliards de FCFA contre 3,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2020.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2T20	3T20	4T20	1T21	A fin mars		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production (tonnes)	8 523	8 096	8 731	7 875	6 338	7 875	24,3%
Oléine (huile raffinée)	5 564	4 798	4 892	4 614	3 518	4 614	31,1%
Savons	725	1 181	1 785	1 366	1 276	1 366	7,1%
Stéarine	2 234	2 117	2 054	1 895	1 544	1 895	22,8%
Ventes locales (en millions de FCFA)	5 844	6 924	6 724	5 540	4 332	5 540	27,9%
Exportations	6 317	18 237	23 079	13 335	8 491	13 335	57,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	2 308	7 336	10 107	11 399	3 303	11 399	245,1%

Source : Enquête DGEPP

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

L'activité des industries de transformation du bois s'est améliorée au cours des trois premiers mois de 2021, au regard de l'évolution ascendante des principaux indicateurs. L'approvisionnement régulier des usines en grumes et le renforcement du tissu industriel dans la zone de Nkok expliquent cette évolution. Ainsi, le volume de production de bois débités a progressé de 12,9% à 328 569 mètres cubes (m³).

Sur le plan commercial, les exportations ont suivi cette tendance haussière pour s'établir à 221 441 m³ (+14,1%), en raison de la fermeté de la demande asiatique en bois tropicaux. Parallèlement, les ventes locales ont progressé de 1,7%, pour se situer à 32 058 m³.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(En m ³)	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production	226 922	291 352	286 609	328 569	291 053	328 569	12,9%
Ventes locales	21 996	28 399	26 823	32 058	31 535	32 058	1,7%
Exportations	169 882	201 210	211 673	221 441	194 037	221 441	14,1%

Source : Enquête DGEPEF

II.7.1 Les unités de sciage

Au terme des trois premiers mois de l'année 2021, on note une détérioration des performances industrielle et commerciale de l'activité de sciage. En effet, la production a baissé de 2,2% pour se chiffrer à 204 376 m³, en raison du ralentissement de l'activité et du faible approvisionnement des unités de transformation en grumes.

De même, sur le plan commercial, les exportations ont diminué de 3,3% pour atteindre 132 714 m³, suite à la contraction de la demande internationale de bois sciés. A contrario, les ventes locales se sont portées à 24 088 m³ (+12,2%), en raison de la vigueur la demande locale.

Évolution de l'activité de sciage

(en m ³)	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production	159 107	198 295	185 524	204 376	208 895	204 376	-2,2%
Ventes locales	13 526	20 777	24 793	24 088	21 470	24 088	12,2%
Exportations	124 042	137 266	139 272	132 714	137 224	132 714	-3,3%

Source : Enquête DGEPEF

II.7.2 Les unités de déroulage

• Le placage

Le segment placage a enregistré des performances globalement satisfaisantes. En effet, la production a augmenté de 39,2% à 328 569 m³. Dans le même temps, les exportations ont fortement progressé de 58,2% à 80 100 m³, en raison du regain observé dans les économies asiatiques qui ont fait preuve de résilience.

Cependant, les ventes locales ont chuté de 40,6%, pour s'établir à 4 991 m³, en raison de la faiblesse de la demande des entreprises industrielles et du BTP.

Évolution de l'activité de placage

(en m ³)	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production	58 241	81 951	91 729	104 570	75 132	104 570	39,2%
Ventes locales	6 527	5 350	311	4 991	8 397	4 991	-40,6%
Exportations	38 379	56 131	66 707	80 100	50 701	80 100	58,0%

Source : Enquête DGEPEF

- **Le contreplaqué**

Les performances industrielle et commerciale de l'activité de contreplaqué ont été appréciables. En effet, la production a très fortement progressé, passant de 7 027 m³ au premier trimestre 2020 à 19 623 m³, en raison d'un meilleur approvisionnement des usines en grumes et de la montée en puissance des unités installées en 2020.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations se sont appréciées respectivement de 78,6% et 41,2%, en raison de la fermeté du carnet de commandes.

Évolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production	9 574	11 106	9 356	19 623	7 027	19 623	179,3%
Ventes locales	1 943	2 271	1 718	2 979	1 668	2 979	78,6%
Exportations	7 461	7 813	5 694	8 627	6 112	8 627	41,2%

Source : Enquête DGEPP

II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 La chimie

- **Les peintures**

Après trois mois d'activité en 2021, la branche des peintures a enregistré des bonnes performances. En effet, la production s'est affermie de 13,2% à 738 tonnes contre 652 tonnes au cours de la même période l'année précédente. Cette embellie est liée à la relance de la demande dans les BTP et dans l'industrie pétrolière.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a suivi la même tendance haussière (3,7%) pour s'établir à 2 milliards de FCFA en 2021 contre 1,9 milliard en 2020. A l'inverse, la masse salariale a régressé de 7,2%, en relation avec la baisse des primes et autres avantages rétribués aux agents.

Evolution de l'activité des peintures

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production (en tonnes)	758	968	714	738	652	738	13,2%
Chiffre d'affaires (en millions)	1 417	2 608	2 116	2 009	1 936	2 009	3,7%
Masse salariale (en millions)	242	252	278	253	273	253	-7,2%
Effectifs (en nombre)	86	83	82	88	86	88	2,3%

Source : Enquête DGEPP

- **Les gaz industriels**

La production des gaz industriels a chuté au premier trimestre 2021, en raison des restrictions relatives à la lutte contre le coronavirus. Elle s'est située à 93 294 m³ contre 137 702 m³ au premier trimestre 2020. Toutefois, on relève une amélioration de la production d'oxygène (+106,7%), en raison de la fermeté de la demande des structures hospitalières dans le cadre de la prise en charge des malades atteints de Covid. Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a régressé de 7% pour se situer à 675 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	2T20	3T20	4T20	1T21	Premier trimestre		
					2020	2021	Var 21/20
Productions (en m ³)	63 590	108 981	133 654	93 294	137 702	93 294	-32,2%
Oxygène	40 016	86 518	73 992	76 505	37 012	76 505	106,7%
Azote gazeux	0	2 868	12 686	1 843	2 812	1 843	-34,5%
Azote liquide	21 695	10 362	40 392	7 886	92 056	7 886	-91,4%
Acétylène	1 879	9 233	6 584	7 060	5 822	7 060	21,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	614	685	652	675	726	675	-7,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	121	138	165	163	123	163	33,2%
Effectifs (nombre d'agents)	40	42	42	42	41	42	2,4%

Source : Enquête DGEPP

II.8.2 Les matériaux de construction

La production de ciment a baissé de 11% à 101 210 tonnes à fin mars. Parallèlement, les ventes ont été plombées (-12%) par les dysfonctionnements liés au contexte sanitaire, induisant un recul (-11,1%) du chiffre d'affaires.

Au niveau de l'emploi, malgré le transfert d'une partie des agents de CimGabon vers Cim'Af et l'embauche de nouveaux employés en début d'année, les effectifs ont reculé de 6,3%. Par contre, la masse salariale a progressé de 10,2% suite au paiement des droits aux agents licenciés.

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	2T20	3T20	4T20	1T21	Premier trimestre		
					2020	2021	Var 21/20
Productions de ciment (en tonnes)	100 350	171 076	124 982	101 210	113 697	101 210	-11,0%
Ventes de ciment (en tonnes)	102 200	170 203	128 510	99 623	113 252	99 623	-12,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 244	12 739	9 124	7 124	8 011	7 124	-11,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	365	366	504	403	366	403	10,2%
Effectifs (en nombre)	111	109	108	105	112	105	-6,3%

Source : Enquête DGEPP

II.8.3. La seconde transformation des métaux

La branche de transformation de l'aluminium a enregistré de bonnes performances industrielle et commerciale. En effet, la production s'est située à 411,3 tonnes, soit une augmentation de 8,4% par rapport au premier trimestre 2020. Cette consolidation est inhérente au bon comportement des tôles épaisses, en liaison avec la relance des activités de construction des logements.

Parallèlement, le chiffre d'affaires a progressé de 13,5%, pour se situer à 1 154 millions de FCFA. A contrario, la masse salariale a baissé de 3,9% pour un effectif stable.

Evolution de l'activité de la transformation des métaux

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production de tôles (en tonnes)	354,1	635,4	402,5	411,3	379,6	411,3	8,4%
Tôles minces	103,0	200,1	75,4	87,5	98,0	87,5	-10,8%
Tôles épaisses	251,1	435,3	327,1	323,9	281,6	323,9	15,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	354,1	635,4	402,5	1 154,2	1 017	1 154,2	13,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	92,1	68,7	91,0	66,6	69,2	66,6	-3,9%
Effectifs (en nombre d'agents)	30	29	29	29	29	29	-

Source : Enquête DGEPP

II.8.4 L'industrie minière

La production des alliages de manganèse a enregistré des résultats mitigés au premier trimestre 2021. En effet, la production totale a progressé de 28,2% à 13 208 tonnes, essentiellement due à la bonne tenue de la production de silico manganèse (+43,6%) après l'arrêt de la production de manganèse métal en 2020.

Dans le même temps, les exportations d'alliages de manganèse ont chuté de 42,9% à 9 848 tonnes. Corrélativement, le chiffre d'affaires a fortement reculé (-38,7%), exacerbée par la détérioration des prix des alliages de silico manganèse.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production (en tonnes)	6 899	9 580	9 996	13 208	10 302	13 208	28,2%
Silico Manganèse (SiMn)	6 655	9 577	9 996	13 208	9 196	13 208	43,6%
Manganèse Métal (Mn Métal)	244	3	0	0	1 106	0	-
Ventes (en tonnes)	9 032	4 659	15 537	9 848	17 234	9 848	-42,9%
Silico Manganèse (SiMn)	8 437	4 617	15 537	9 847	14 800	9 847	-33,5%
Manganèse Métal (Mn Métal)	595	42	0	1	2 434	1	-100,0%
Chiffres d'affaires (milliards FCFA)	6 563	2 436	7 924	6 027	9 825	6 027	-38,7%

Source : Enquête DGEPE

II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.9.1 L'électricité

Après trois mois d'activité en 2021, la production totale d'électricité a baissé de 3,7% à 613,4 Gwh. La production de la SEEG et les achats auprès de la Société de Patrimoine se sont repliés respectivement de 3,2% et 5,5% en glissement annuel. De même, les ventes hors cession ont régressé de 7,1% sur la période d'analyse, plombées par les mauvaises performances de la facturation, notamment au niveau de la basse tension (-8,2%). Corrélativement, le chiffre d'affaires a baissé de 6,7% à 43,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production nette (en GWh)	609,3	554,5	595,5	613,4	637,0	613,4	-3,7%
Production nette SEEG	462,9	424,3	470,7	479,2	495,1	479,2	-3,2%
Achats d'électricité à Société de Patrimoine	146,4	130,1	124,8	134,2	141,9	134,2	-5,5%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	412,3	385,3	406,9	421,3	453,5	421,3	-7,1%
Volumes facturés MT hors cession	134,5	136,2	141,6	150,3	158,3	150,3	-5,1%
Volumes facturés BT hors cession	277,8	249,1	265,3	271,0	295,2	271,0	-8,2%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	43 204	40 283	42 588	43 415	46 556	43 415	-6,7%
CA MT hors cession	12 199	12 254	12 532	13 064	13 227	13 064	-1,2%
CA BT hors cession	31 005	28 029	30 056	30 352	33 329	30 352	-8,9%

Source : Enquête DGEPE

II.9.2 L'eau

Au terme du premier trimestre 2021, l'analyse des indicateurs de la branche font apparaitre une légère baisse (-0,6%) de la production d'eau à 29,5 millions de m³ comparativement à la même période de l'an dernier. Parallèlement, les ventes hors cession se sont tassées (-15,3%) à près de 14 millions de m³, en raison des dysfonctionnements relevés au niveau de la facturation. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est replié de 14,3% à 5,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche eau

(En milliers de m ³)	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Production nette	29 699	29 151	28 696	29 455	29 623	29 455	-0,6%
Ventes hors cession	14 783	15 472	14 455	13 988	16 511	13 988	-15,3%
CA hors cession (en millions de FCFA)	5 730	6 007	5 669	5 476	6 392	5 476	-14,3%

Source : Enquête DGEPP

II.10 LE RAFFINAGE

L'observé conjoncturel fait ressortir une amélioration des performances de la raffinerie entre janvier et mars 2021. Ainsi, le volume du pétrole brut traité est passé de 178 989 tonnes métriques à 245 424 tonnes métriques au premier trimestre 2021, soit une hausse de 37,1%, soutenue par un meilleur approvisionnement de l'unité en pétrole brut.

De même, sur le plan commercial, les ventes des produits pétroliers raffinés ont enregistré des rebonds tant sur le marché domestique qu'extérieur. C'est notamment le cas du butane (+886%), du pétrole lampant (+276,6%), du super (+176,8%), du gasoil (+107,9%) et du résidu atmosphérique (+54,1%). En conséquence, le chiffre d'affaires global a progressé de 76,6% pour se situer à 87,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2021.

Evolution de l'activité de raffinage

	2T20	3T20	4T20	1T21	Premier trimestre		
					2020	2021	Var 21/20
TOTAL DU BRUT TRAITE	168 170	226 305	260 759	245 424	178 989	245 424	37,1%
Compte propre (tonnes métriques)	168 170	226 305	260 759	245 424	178 989	245 424	37,1%
VENTES DE SOGARA							
Butane (TM)	2 431	2 731	8 502	11 106	1 126	11 106	886,0%
Super (m ³)	13 724	18 873	35 274	28 386	10 255	28 386	176,8%
Pétrole lampant (m ³)	2 506	470	0	6 548	1 725	6 548	279,6%
Jet A1 (m ³)	3 574	14 166	15 233	7 385	8 918	7 385	-17,2%
Gas-oil moteur (m ³)	60 539	61 530	118 243	134 298	64 592	134 298	107,9%
Jet A1 export (TM)	6 932	13 477	4 031	10 852	0	10 852	-
Résidu atmosphérique (TM)	91 306	94 383	123 717	138 323	89 765	138 323	54,1%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	27 572	40 900	67 684	87 394	49 500	87 394	76,6%
Chiffre d'affaires intérieur	17 767	23 894	40 400	53 138	30 565	53 138	73,9%
Chiffre d'affaires export	9 805	17 007	27 284	34 256	18 936	34 256	80,9%

Source : Enquête DGEPP

II.11 LES BTP

Le segment BTP a clôturé le premier trimestre 2021 par un fléchissement de son activité. En effet, la production vendue s'est située à 8,91 milliards de FCFA sur la période contre 18,46 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une chute de 51,8%. Celle-ci s'explique, entre autres, par la crise sanitaire du Covid-19 qui a favorisé le ralentissement de plusieurs chantiers d'aménagement des voiries de Libreville et les difficultés d'approvisionnement en matériels nécessaires à la réalisation des ouvrages.

En matière d'emploi, l'arrêt de certains chantiers a entraîné une baisse de 16,4% à 1 431 des agents permanents au premier trimestre 2021, ce qui a induit un repli de la masse salariale de 24,9% à 3,25 milliards de FCFA en 2021 contre 4,33 milliards de FCFA un an plus tôt.

Évolution de l'activité des BTP

	2T20	3T20	4T20	1T21	Premier trimestre		
					2020	2021	Var 21/20
Production (en millions de FCFA), dont :	15 767	14 206	17 853	8 910	18 468	8 910	-51,8%
Bâtiment et Génie civil	13 554	11 629	12 126	6 409	15 301	6 409	-58,1%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	2 213	2 577	5 727	2 501	3 167	2 501	-21,0%
Effectifs (nombre d'agents)	1 535	1 505	832	1 431	1 712	1 431	-16,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	4 074	4 913	4 486	3 253	4 333	3 253	-24,9%

Source : Enquête DGEPP

II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1 Le transport aérien

Le ralentissement de l'activité économique mondiale lié au contexte sanitaire et la limitation du nombre de vols hebdomadaires par compagnie aérienne ont impacté négativement les indicateurs du transport aérien. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont chuté de 38,5% pour se situer à 2 030 vols contre 3 302 en 2020. De même, le nombre de passagers transportés par voie aérienne a fléchi de 48,1%, soit 80 909 personnes. A contrario, l'activité de fret se trouve confortée par la bonne tenue du fret international.

Évolution de l'activité du transport aérien

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Mouvements Avions Commerciaux	611	1 199	2 169	2 030	3 302	2 030	-38,5%
- Réseau domestique	257	509	1 017	964	1 087	964	-11,3%
- Réseau international	354	690	1 152	1 066	2 215	1 066	-51,9%
Passagers	6 387	41 556	94 868	80 909	155 818	80 909	-48,1%
- Réseau domestique	1 635	5 984	19 022	18 368	33 253	18 368	-44,8%
- Réseau international	4 427	34 405	69 120	59 274	101 799	59 274	-41,8%
- Transit	325	1 167	6 726	3 267	20 766	3 267	-84,3%
Volume du fret (en tonnes)	2 830	3 139	2 995	3 319	3 241	3 319	2,4%
- Réseau domestique	84	91	122	119	214	119	-44,4%
- Réseau international	2 746	3 048	2 872	3 200	3 027	3 200	5,7%

Source : Enquête DGEPP

II.12.2 Le transport ferroviaire

L'activité du transport ferroviaire a affiché des résultats appréciables au cours du premier trimestre 2021, en dépit de la chute de 30,7% du nombre de passagers corrélativement aux restrictions de déplacement entre le Grand Libreville et l'intérieur du pays, d'une part, des déraillements des trains minéraliers, d'autre part. En effet, le volume global des marchandises acheminées par rails est passé à 2,13 millions de tonnes au premier trimestre 2021 contre 1,96 million de tonnes un an auparavant, soit une hausse de 9,2%. Cette amélioration est essentiellement tributaire du transport des produits pétroliers (+14,3%) et des minerais de manganèse (+11,5%).

Sur le plan commercial, l'évacuation des marchandises et des personnes a généré un chiffre d'affaires de 21,3 milliards de FCFA, en hausse de 3,2% par rapport au premier trimestre 2020.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Nombre de passagers	0	42 456	61 354	41 088	59 303	41 088	-30,7%
Volume global des marchandises (en tonnes)	2 440 475	2 413 445	2 246 518	2 136 669	1 956 139	2 136 669	9,2%
Grumes	116 119	93 677	76 651	84 442	91 977	84 442	-8,2%
Bois débités	3 258	3 258	5 986	4 490	4 720	4 490	-4,9%
Bois débité ou déroulé conteneurisé	26 153	26 153	18 030	17 041	16 968	17 041	0,4%
Manganèse	2 200 650	2 200 650	2 047 713	1 947 512	1 745 904	1 947 512	11,5%
Produits C2M	13 283	9 202	4 430	6 273	11 063	6 273	-43,3%
Produits pétroliers	17 908	18 540	18 389	19 724	17 262	19 724	14,3%
Autres marchandises	63 104	61 966	75 319	57 187	68 244	57 187	-16,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	22 740	22 625	25 257	21 308	20 652	21 308	3,2%

Source : Enquête DGEPPF

II.12.3 Le transport terrestre (urbain)

Sur la période d'analyse, l'activité du transport urbain a été dynamique, au regard de l'évolution de l'ensemble de ses indicateurs. En effet, le nombre moyen de bus exploités et celui des passagers transportés ont très fortement augmenté, en raison du renforcement du parc automobile, en liaison avec le lancement des activités de la nouvelle société de transport (Trans'urb) depuis avril 2020 et la poursuite de la gratuité de transport pour les usagers du Grand Libreville.

Evolution de l'activité transport terrestre (à revoir)

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Parc automobile	150	164	159	146	23	146	533,3%
<i>Bus</i>	124	145	136	120	12	120	931,4%
<i>Taxi</i>	26	19	23	25	11	25	123,5%
Passagers transportés (milliers de personnes)	2 623	4 463	4 614	4 625	568	4 625	714,6%

Source : Enquête DGEPPF

II.12.4 L'activité portuaire à Owendo

- *Ports sous douane gérés par GSEZ SA*

L'activité portuaire au niveau des quais gérés par Olam GSEZ (Cargo et terminal minéralier) s'est raffermie au premier trimestre 2021 en glissement annuel. En effet, le volume global de marchandises manipulées est passé de 1,2 million de tonnes en 2020 à 1,3 million de tonnes en 2021, soit une hausse de 9,5%. Cette évolution provient de la bonne tenue de la manutention du minerai de manganèse et des autres marchandises.

En conséquence, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 5,2% à 17,7 milliards de FCFA sur la période d'analyse. Les effectifs ont été de 528 agents pour une masse salariale en très forte progression (+54,1%).

Evolution de l'activité portuaire aux quais GSEZ

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Mouvements des bateaux	56	53	71	61	52	61	17,3%
Volume global de marchandises (en tonnes)	1 427 330	1 476 863	1 540 451	1 346 953	1 229 565	1 346 953	9,5%
Manganèse	1 175 749	1 114 309	1 191 570	1 051 715	960 138	1 051 715	9,5%
Autres marchandises	251 581	362 554	348 881	295 237	269 426	295 237	9,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	20 853	20 115	19 820	17 729	16 853	17 729	5,2%
Effectif permanent (nombre d'agents)	500	473	503	528	511	528	3,3%
Masse salariale (millions de Fcfa)	2 103	1 851	3 513	2 461	1 597	2 461	54,1%

Source : Enquête DGEPP

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

Les résultats du secteur des télécommunications se sont consolidés comparativement au premier trimestre 2020. En effet, le chiffre d'affaires a progressé de 3,5% à 53,7 milliards de FCFA, soutenu par les autres prestations (+18%), malgré le léger recul (-1%) du chiffre d'affaires des communications téléphoniques. L'activité de la branche a tiré profit du recours au télétravail grâce au développement de la Data Mobile (+3,7% des abonnements à l'internet GSM et +23,8% des abonnements à internet haut débit).

Evolution de l'activité des télécommunications

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Chiffres d'affaires (en millions de FCFA)	50 691	55 906	57 554	53 717	51 917	53 717	3,5%
Nombre d'abonnés au mobile	2 791	3 001	3 050	2 992	2 944	2 992	1,6%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe	23	25	25	0	23	28	24,9%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 814	3 026	3 075	2 992	2 967	3 020	1,8%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (en milliers)	1 890	1 994	2 071	2 079	2 005	2 079	3,7%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (en milliers)	20	21	22	23	18	23	23,8%

Source : Enquête DGEPP

II.14 LE COMMERCE

II.14.1 Le commerce général structuré

Le chiffre d'affaires du commerce général structuré a baissé de 10,6% à 73,9 milliards de FCFA, suite à la limitation des horaires d'ouverture des magasins dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 et la contraction du carnet des commandes des gros clients, notamment les restaurants et les espaces de loisirs.

Evolution du commerce général structuré

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	77 327	83 259	86 719	71 361	82 724	73 930	-10,6%

Source : Enquête DGEPP

II.14.2 Le commerce des véhicules neufs

- **Véhicules industriels**

Le chiffre d'affaires généré par la vente de véhicules industriels s'est renforcé de 10,3% à 6,3 milliards de FCFA sur la période étudiée, en raison des commandes exceptionnelles d'engins provenant des opérateurs miniers.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 604	8 640	13 265	6 313	5 724	6 313	10,3%

Source : Enquête DGEPP

II.14.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes cumulées des produits pétroliers raffinés ont fléchi de 8% à 152 769 tonnes métriques au premier trimestre 2021 comparativement à la même période l'année précédente. Cette baisse est liée à la contraction des consommations du fait du couvre-feu et du ralentissement de l'activité de plusieurs clients industriels.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	2T20	3T20	4T20	1T21	Premier trimestre		
					2020	2021	Var 21/20
Volumes vendus (tonnes métriques)	123 361	150 268	158 280	152 769	166 038	152 769	-8,0%
<i>dont Gasoil</i>	88 120	107 198	112 712	110 387	120 968	110 387	-8,7%
<i>Supercarburant</i>	15 317	20 324	22 513	21 054	19 827	21 054	6,2%
<i>Kérosène</i>	1 983	3 493	4 487	4 865	6 938	4 865	-29,9%

Source : Enquête DGEPPF

II.14.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Au premier trimestre 2021, le chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques s'est apprécié de 9,1% à 17,3 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par l'accroissement des achats des médicaments, notamment l'azithromycine et les autres antibiotiques, dans le cadre de la prise en charge des personnes atteintes de Covid.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	14 800	15 913	15 834	17 287	15 848	17 287	9,1%

Source : Enquête DGEPPF

II.15 LES AUTRES SERVICES

II.15.1 Les services rendus aux entreprises

Le chiffre d'affaires des services rendus aux entreprises a fléchi de 18,4% pour s'établir à environ 4 milliards de FCFA contre 4,9 milliards de FCFA en 2020, en raison de la morosité de l'activité dans plusieurs secteurs de l'économie nationale. Celle-ci s'est traduite par des tensions de trésorerie, la réduction du portefeuille clients et la fermeture de certaines entreprises.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	2T20	3T20	4T20	1T21	Premier trimestre		
					2020	2021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 341	4 170	5 518	3 982	4 882	3 982	-18,4%

Source : Enquête DGEPPF

II.15.2 Les services rendus aux particuliers

L'activité des services rendus aux particuliers a été perturbée par la pandémie du covid 19 à travers les mesures barrières édictées par le gouvernement. La fermeture de certaines salles de jeux et la limitation d'accès à celles-ci ont contribué à réduire la fréquentation de la clientèle. Ainsi, le chiffre d'affaires du segment a baissé de 1,7% pour se situer à 6,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	2T20	3T20	4T20	1T21	Premier trimestre		
					2020	2021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 499	6 005	6 205	6 160	6 267	6 160	-1,7%

Source : Enquête DGEPPF

II.15.3 Les services immobiliers

L'activité des services immobiliers s'est consolidée, suite à la bonne tenue des transactions immobilières en lien avec la vente des parcelles d'Angondje et à l'intérieur du pays, ainsi que la location-vente et la finalisation des travaux de construction de huit immeubles à Angondje. En conséquence, le chiffre d'affaires a fortement progressé (+130%) à 943 millions de FCFA sur la période sous revue.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	2T20	3T20	4T20	1T21	Fin mars		
					2020	2021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	1 422	2 530	4 057	943	410	943	130%

Source : Enquête DGEPP

II.15.4 Les services de mécanique générale

L'activité de la mécanique générale au premier trimestre 2021 a chuté de 22,6% comparativement à la même période de l'année précédente, générant un chiffre d'affaires de 3,1 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par la contraction des commandes en pièces détachées, la réduction des heures de travail et la fermeture de plusieurs entreprises (crise sanitaire).

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	2T20	3T20	4T20	1T21	Premier trimestre		
					2020	2021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 767	3 649	3 641	3 134	4 051	3 134	-22,6%

Source : Enquête DGEPP

II.16 L'HOTELLERIE, RESTAURATION ET TOURISME

La deuxième vague de la pandémie du Covid-19 et le durcissement des mesures barrières édictées par le Gouvernement n'ont pas favorisé l'exploitation de l'activité dans le secteur de l'hôtellerie, restauration et tourisme. Ainsi, l'évolution des principaux indicateurs est descendante durant les trois premiers mois de 2021. En effet, le taux d'occupation des chambres a perdu 28,2 points à 10,81% comparativement à fin mars 2020, en raison des effets du confinement et du ralentissement des flux internationaux.

Dans le même temps, le chiffre d'affaires a chuté de 20,5% à 1,3 milliard de FCFA, suite aux contreperformances de la composante « événementiel » et la diminution des prix moyens de la nuitée (-25,3%) et ce, malgré la bonne orientation de la restauration.

Evolution de l'activité des hôtels

	Premier trimestre		
	2020	2021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 700	1 351	-20,5%
Nombre de clients	11 478	10 298	-10,3%
Taux d'occupation (en %)	39	10,81	-28,19
Prix Moyen/chambre (FCFA)	93 567	69 879	-25,3%

Source : Enquête DGEPP

II.17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17.1. L'analyse bilancielle

A fin mars 2021, le total agrégé des bilans des banques a augmenté de 12,8% à 2 981,9 milliards de FCFA, traduisant le dynamisme du secteur bancaire dans un contexte de crise sanitaire. Cette évolution est tributaire essentiellement de la consolidation des dépôts de la clientèle (+3,3%) et de l'affermissement des capitaux permanents (+9,1%).

A contrario, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est détérioré, passant de 147,8% à 145,5% en mars 2021. Les créances en souffrance ont baissé de 1,2% pour s'établir à 177,6 milliards de FCFA à la fin mars 2021. Elles représentent 11% des crédits bruts.

Evolution de la situation bilancielle

(en milliards de FCFA)	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	Fin mars
				Var 21/20
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 066,4	2 076,8	2 145,8	3,3%
Crédits bruts	1 565,4	1 528,6	1 607,3	5,1%
Créances en souffrance	227,9	179,8	177,6	-1,2%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	149,4	123,2	132,2	7,3%
CREDITS NETS	1 416,0	1 405,4	1 475,0	5,0%
CAPITAUX PERMANENTS	344,1	384,4	419,4	9,1%
VALEURS IMMOBILISEES	192,3	246,8	262,5	6,4%
AUTRES POSTES NETS	29,2	2,4	27,0	-
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	831,4	811,4	854,7	5,3%
TOTAL DU BILAN	2 688,5	2 642,6	2 981,9	12,8%

Source : COBAC

II.17.2 Les opérations avec la clientèle

II.17.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire ont progressé de 3,3% à 2 145,8 milliards de FCFA sur la période d'analyse, stimulées par les hausses des dépôts à vue, des dépôts à terme et des dépôts des autres comptes.

L'analyse de la structure des dépôts de la clientèle fait apparaître la prédominance des ressources à vue au 31 mars 2021. Elles affichent un encours de 1 435,3 milliards de FCFA, en progression de 1,1% par rapport à leur niveau du 31 mars 2020. Cette évolution est sous tendue par les augmentations conjuguées des dépôts des entreprises publiques (+46,1%), des dépôts des non-résidents (+84%) et des dépôts non ventilés (+18,7%). Elles ont représenté 66,9% du total des dépôts contre 68,4% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 573,8 milliards de FCFA en mars 2021 contre 541,4 milliards en mars 2020, soit une hausse de 6%. Ces ressources ont représenté 26,7% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte

Types de comptes (en milliards de FCFA)	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	Fin mars
				21/20
Comptes à vue	1 236,7	1 420,3	1 435,3	1,1%
Comptes à terme	677,0	518,7	549,7	6,0%
Comptes de dépôts à régime spécial	21,3	22,7	24,1	6,2%
Autres comptes	120,1	107,0	128,8	20,4%
Dettes rattachées	11,3	8,1	7,9	-2,5%
TOTAL DES DEPOTS	2 066,4	2 076,8	2 145,8	3,3%

Source : COBAC

A fin mars 2021, les dépôts publics ont augmenté de 1,5% à 104,3 milliards de FCFA. Ils ont représenté 4,9% du total des dépôts collectés comme l'année précédente. Cependant, ceux du secteur privé non financier ont baissé de 0,4% à 1 769,6 milliards de FCFA au cours de la période sous revue, subissant les effets de la crise sanitaire.

Evolution des dépôts par type de déposants

Dépôts de la clientèle (en milliards de FCFA)	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	Fin mars
				21/20
Dépôts publics	109,1	102,8	104,3	1,5%
Dépôts des entreprises publiques	54,1	38,4	56,1	46,1%
Dépôts privés	1 738,9	1 777,4	1 769,6	-0,4%
Dépôts des non-résidents	32,9	43	79,1	84,0%
Dépôts non ventilés	131,4	115,2	136,7	18,7%
TOTAL DES DEPOTS	2 066,4	2 076,8	2 145,8	3,3%

Source : COBAC

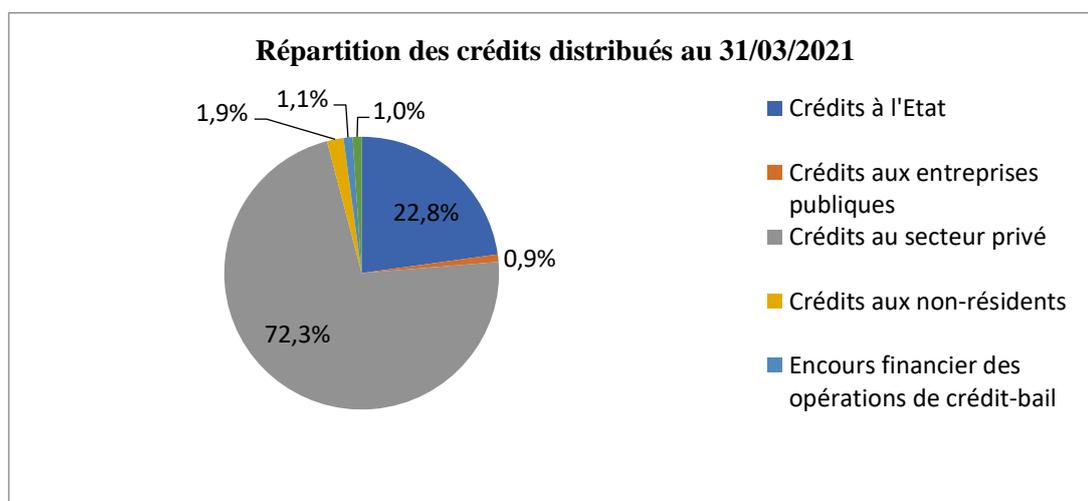
II.17.2.2 Les crédits distribués

La tendance des crédits bruts distribués a évolué parallèlement à celle des dépôts. Alors que les ressources se sont accrues de 3,3%, les crédits octroyés ont progressé de 5,1%, se chiffrant à 1 607,3 milliards de FCFA à fin mars 2021. Les crédits consentis à l'Etat ont baissé de 6,7% à 366,4 milliards de FCFA, représentant ainsi 22,8% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé ont enregistré une hausse de 10% à 1 161,4 milliards de FCFA en mars 2021. Ces crédits, qui ont été motivés par les anticipations d'un allègement des mesures restrictives et donc d'une reprise économique, ont représenté 72,3% du total des crédits distribués contre 69,1% en mars 2020.

Les crédits consentis aux entreprises publiques, qui ont représenté 0,9% du total des crédits bruts, ont progressé de 73,2% à 14,2 milliards de FCFA à fin mars 2021 contre 8,2 milliards un an auparavant.

Enfin, on note une baisse de 12,8% à 31,3 milliards de FCFA des crédits captés par les non-résidents. Les opérations de crédit-bail, dont l'encours s'élève à 17,2 milliards de FCFA contre 17 milliards un an plus tôt, ont représenté 1,1% du total des crédits.



Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires

Crédits distribués (en milliards de FCFA)	31/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	Fin mars
				21/20
Crédits à l'Etat	420,3	392,8	366,4	-6,7%
Crédits aux entreprises publiques	13,7	8,2	14,2	73,2%
Crédits au secteur privé	1 059,4	1 055,5	1 161,4	10,0%
Crédits aux non-résidents	36,3	35,9	31,3	-12,8%
Encours financier des opérations de crédit-bail	15,6	17	17,2	1,2%
Autres créances	20,1	19,2	16,8	-12,5%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 565,4	1 528,6	1 607,3	5,1%

Source : COBAC

II.18 LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE (EMF)

L'évolution de l'activité à fin mars 2021 fait ressortir une croissance des ressources et des emplois. Toutefois, en dehors de la configuration du secteur, les données ci-dessous portent sur neuf (9) EMF dont huit (8) sociétés anonymes. En plus des EMF en pleine restructuration, les nouveaux établissements ne procèdent pas encore au reporting trimestriel SESAME.

Evolution des ressources et des emplois

En milliards de FCFA	Mars 2019	Mars 2020	Mars 2021	Var 21/20
Fonds propres	6,97	10,9	9,6	-11,9%
Encours de dépôts	37,36	61,9	70,4	13,73%
Encours de crédits	31,98	50,8	65,8	29,72%

Sources : EMF/Cellule Microfinance

18.1. La configuration du secteur et la clientèle des EMF

L'offre de services financiers de proximité est assurée par 20 EMF (contre 19 en mars 2020) dont six (6) coopératives d'épargne et de crédit et quatorze (14) sociétés anonymes. Cette répartition confirme le contrôle du secteur par les sociétés anonymes, qui collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

A fin mars 2021, on a dénombré sept (7) agences et points de vente supplémentaires, suite à l'extension de plusieurs sociétés anonymes. Toutefois, les activités restent concentrées à Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

Configuration du secteur et clientèle

	Mars 2019	Mars 2020	Mars 2021	Var21/20
Nombre d'EMF	14	19	20	+1
Nombre d'agences	74	81	88	+7
Usagers (par unité)	198079	227390	256386	12,8%
Effectifs (par unité)	566	601	693	15,3%

Sources : EMF/Cellule Microfinance

L'ouverture de nouvelles agences s'est traduite par l'augmentation de la clientèle. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 12,8% de sa clientèle qui passe de 227 390 à 256 386 usagers. La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier notamment, les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers. Il faut noter que quatre établissements (FINAM, LOXIA, EDG et Express-Union) regroupent à eux seuls près de 91% des clients du secteur.

L'effectif du secteur a augmenté de 15,3% pour atteindre 693 salariés à fin mars 2021, suite à la création d'agences.

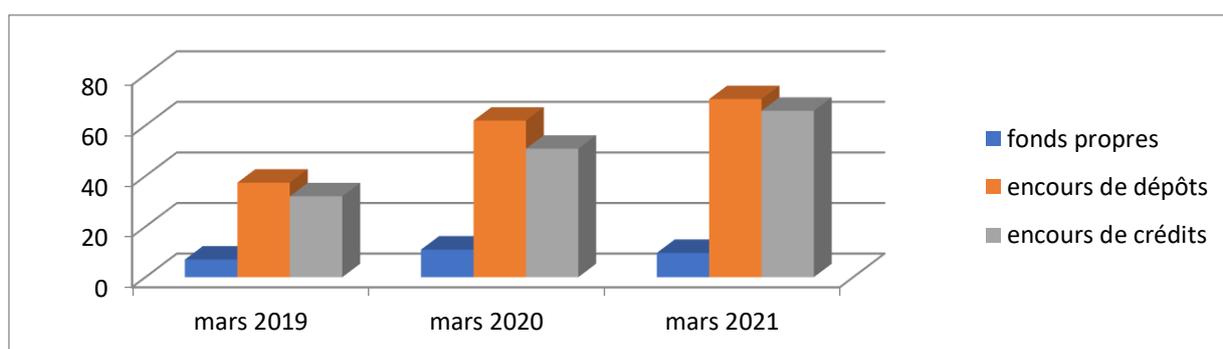
18.2. Les capitaux propres et intermédiation financière

Les fonds propres des EMF ont diminué de 11,9% à 9,6 milliards de FCFA contre 10,9 milliards de FCFA à fin mars 2020, suite à la dégradation de la situation financière de certains EMF de deuxième catégorie qui détiennent 92% des fonds propres du secteur.

L'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaître une hausse d'activité, traduisant une amélioration de l'inclusion financière. En effet, les dépôts collectés ont enregistré une amélioration de 13,7 % à 70,4 milliards de FCFA contre 61,9 milliards de FCFA un an auparavant. Cette évolution résulte principalement des performances commerciales des leaders du secteur.

L'analyse par type de dépôts fait ressortir une prépondérance des dépôts à vue qui représentent environ 75% de l'encours total.

De plus, les crédits à la clientèle se sont consolidés de 29,7% à 65,8 milliards de FCFA, corrélés au relèvement du taux de bancarisation et aux efforts d'accompagnement des besoins d'exploitation des petites et moyennes entreprises.



18.3. La structure des taux

La structure des taux d'intérêts est restée identique à celle de mars 2020, malgré une forte concurrence entre les établissements. Les taux créditeurs varient de 4,5% à 5% et débiteurs de 14% à 24% par an, soit un taux débiteur moyen de l'ordre de 16% et 33%.

II.19 LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin mars 2021, deux établissements financiers ont été recensés (Alios Finance Gabon et Finatra). Toutefois, l'analyse des ressources porte sur un seul opérateur, Alios Finance Gabon n'octroyant plus de crédits depuis 2017. Ces deux établissements ont pour principales activités le crédit automobile, le crédit-bail, le crédit d'équipement et le crédit à longue durée.

II.19.1 Les ressources

Au premier trimestre 2021, les ressources se sont établies à 30,8 milliards de FCFA, en baisse de 12,5% comparativement au premier trimestre 2020. Cette variation résulte essentiellement de la baisse continue des capitaux propres de 29,9% à 8,9 milliards de FCFA et des dettes bancaires (-2,7% à 21,9 milliards de FCFA), associée à la morosité de l'activité économique.

Evolution des ressources au premier trimestre 2021

(En milliards de FCFA)	1 ^e trimestre 2020	1 ^e trimestre 2021	Var 2021/2020
Capitaux propres	12,7	8,9	-29,9%
Dettes bancaires	22,5	21,9	-2,7%
Ressources	35,2	30,8	-12,5%

Source : FINATRA

II.19.2 Les emplois

Les emplois se sont appréciés de 8,4% à 23,2 milliards de FCFA, consécutivement à la hausse des opérations à moyen terme (+3,8%) et du crédit-bail (+15%). Ce, malgré la baisse de 12,1% du crédit à court terme qui passe de 3,3 milliards au premier trimestre 2020 à 2,9 milliards de FCFA.

Evolution des emplois au premier trimestre 2021

(En milliards de FCFA)	1 ^e trimestre 2020	1 ^e trimestre 2021	Var 2021/2020
Crédits à court terme	3,3	2,9	-12,1%
Crédits à moyen terme	2,6	2,7	3,8%
Crédits à long terme	0,0	0,0	-
Crédits-bails	15,3	17,6	15,0%
Total	21,2	23,2	9,4%

Source : Alios Finance Gabon, FINATRA

II.19.2.1 Investissements et créances impayées

Au cours de la période sous revue, les établissements financiers n'ont réalisé aucun investissement. Par ailleurs, on note une baisse des créances impayées de 25,0% à 3,3 milliards de FCFA à fin mars 2021, résultant du processus de recouvrement mis en place au sein des établissements financiers.

Evolution des emplois au premier trimestre 2021

Indicateurs (en milliards de FCFA)	1 ^e trimestre 2020	1 ^e trimestre 2021	Var 2021/2020
Investissements	0,0	0,0	-
Titre de participation	0,3	0,3	0,0%
Créances impayées	4,4	3,3	-25,0%

Source : établissements financiers

II.20 LE SECTEUR DES ASSURANCES

L'observé du premier trimestre 2021 met en exergue une baisse de l'activité du secteur. En effet, le chiffre d'affaires a chuté (-13,6%) pour s'établir à 31,40 milliards de FCFA contre 36,36 milliards FCFA à la même période en 2020. Cette diminution s'explique par l'absence de dynamisme de la branche Non Vie.

Evolution du chiffre d'affaires par branche

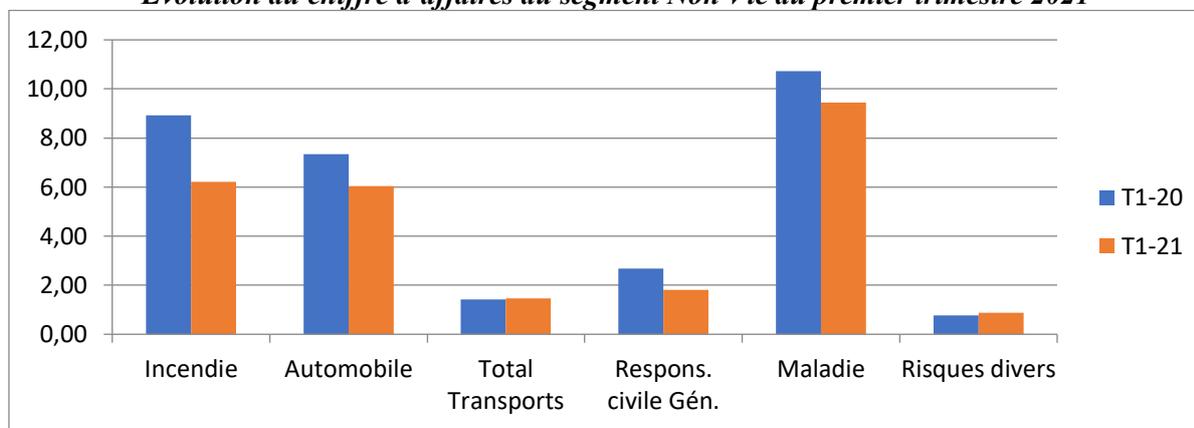
En milliards de Fcfa	Chiffre d'affaires		Var%	Parts
	T1-20	T1-21	T1-20/T1-20	T1-21
Branches				
Non Vie	31,91	25,88	-18,9%	82%
Vie	4,45	5,52	24,1%	18%
Total	36,4	31,4	-13,6%	100%

Source : Compagnies d'assurances

La Branche Non Vie

Le chiffre d'affaires de la branche Non Vie s'est tassé de 18,9% pour se situer à 25,88 milliards de FCFA au premier trimestre 2021 contre 31,91 milliards FCFA au premier trimestre 2020. Ce résultat est corrélé à la baisse de volume des primes sur les segments « Incendie » (-30,4% à 6,21 milliards), « Responsabilité Civile » (-32,5% à 1,8 milliard FCFA) et « Automobile » (-17,6% à 6,05 milliards de FCFA). Cette branche a généré 82% de l'encours des primes du secteur. En termes de parts de marché, les sociétés ASSINCO, AXA et le groupe SAHAM se répartissent 70% du chiffre d'affaires du secteur sur la période sous revue.

Evolution du chiffre d'affaires du segment Non Vie au premier trimestre 2021

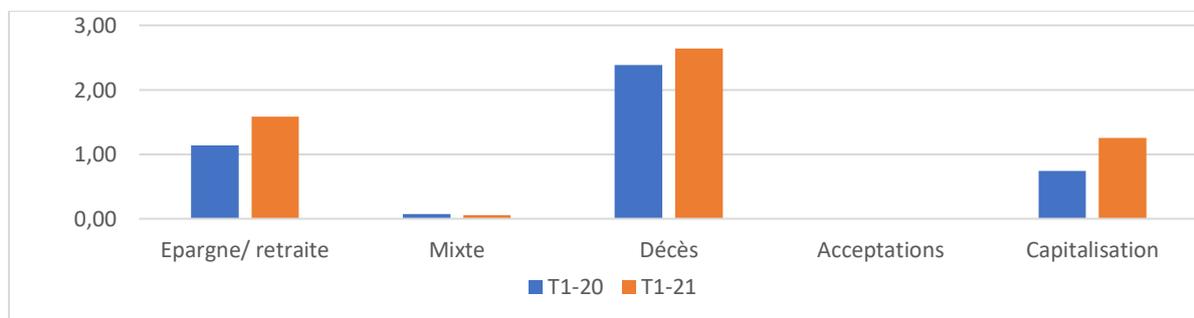


Source : Compagnies d'assurances

La Branche Vie

Au premier trimestre 2021, l'activité de la branche Vie a nettement augmenté. Elle a généré un chiffre d'affaires de 5,52 milliards de FCFA, en progression de 24,1% par rapport à la même période en 2020. Cette amélioration est consécutive à la bonne tenue des segments « Capitalisation » (68% à 1,25 milliard de FCFA), « Epargne/Retraite » (39% à 1,58 milliard). En effet, ces deux produits représentent 52% de parts de la branche et 18% du total des primes émises du secteur.

Evolution du chiffre d'affaires du segment Vie au premier trimestre 2021



Source : Compagnies d'assurances

Les Commissions versées aux courtiers

Le total des commissions versées aux intermédiaires s'est amélioré de 14% à 5,58 milliards de FCFA sur la période d'analyse, en liaison avec la hausse du niveau d'affaires apportées dans la branche Non Vie. Ainsi, les commissions versées pour le compte des activités Non Vie ont progressé de 14% à 5,35 milliards FCFA. En revanche, celles de la branche Vie ont reculé de 2% à 230 millions de FCFA au premier trimestre 2021.

Les sinistres réglés

En termes de charges des sinistres payés, la cadence de règlement s'est dégradée de 22% pour un volume global de 9,07 milliards de FCFA au premier trimestre 2021 par rapport à la même période en 2020.

La branche Non Vie représente près de 68% des sinistres réglés du secteur. Le montant des sinistres réglés pour le compte Non Vie a fléchi de 21% à 6,17 milliards FCFA. Celui de la branche Vie a diminué de 24% à 2,9 milliards de FCFA par rapport à l'année précédente.

III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION

Sur les trois premiers mois de l'année 2021, un ralentissement des pressions inflationnistes a été amorcé. Toutefois, ces tensions restent en légère hausse comparativement au premier trimestre 2020. Ainsi, l'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages affiche un taux de 1,6% en moyenne annuelle contre 0,9% sur la même période en 2020. En glissement mensuel, les prix ont progressé de 1,7 % contre 0,9% en mars 2020.

Plusieurs postes expliquent la hausse des prix observée à fin mars 2021 :

- L'accroissement des prix des « Transports » (+8,5%) est principalement lié au maintien des restrictions mises en place par le Gouvernement, (notamment la limitation du nombre de places dans les transports en commun) entraînant des comportements de surenchère des coûts des trajets ;
- La hausse des prix du « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,5%) résulte de l'arrêt de l'application des mesures prises par les autorités pour atténuer les effets de la crise sanitaire sur les ménages économiquement faibles et les entreprises (prise en charge des factures d'eau et d'électricité, suspension des paiements de loyers...);
- L'augmentation des prix des postes « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » (+2,2%), « Boissons alcoolisées et tabacs » (+0,7%) et « Biens et services divers » (+0,7%) découle de la baisse de l'offre consécutive à l'instauration des mesures gouvernementales (allongement de la durée du couvre-feu, arrêt partiel des restaurants et bars, etc...);
- Le relèvement des prix des produits alimentaires est particulièrement prononcé dans les fonctions « Poissons et autres produits séchés ou fumés » (+10%) et « Poissons frais » (+6%) suite aux effets induits des mesures restrictives prises par le Gouvernement.

En revanche, on observe un recul des prix dans les postes « articles d'habillement et chaussures » (-0,5%) et « Santé » (-1,3%).

L'analyse par secteur laisse apparaître un redressement des prix dans les secteurs primaire (+2,4%) et tertiaire (+2,9%) contrairement au secteur secondaire qui affiche une tendance baissière (-0,2%). En termes de durabilité, l'inflation observée résulte des biens de consommation non-durables (+0,6%) et des services (+2,9%). S'agissant de l'inflation sous-jacente, ces pressions inflationnistes proviennent essentiellement des produits frais (+2,5%). Enfin, la hausse des prix est principalement d'origine locale (+2,0%) qu'importée (+0,6%).

Evolution des Prix à la Consommation à fin mars 2021

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestriel (en %)				Premier trimestre				Glissement mensuel (en %)
		2020				Indice moyen		Variation (%)		
		T2	T3	T4	T1	2020	2021	2020	2021	
INDICE NATIONAL (base 100 = 2018)	10000	1,0	1,8	1,8	1,6	101,0	102,7	0,9	1,6	1,7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4029	1,1	2,5	1,4	1,4	101,7	103,1	1,6	1,4	1,5
<i>Céréales non transformées</i>	484	-0,1	0,8	0,0	2,2	100,0	102,2	-1,1	2,2	1,4
<i>Pains</i>	144	8,3	3,8	-5,1	-5,8	105,4	99,2	9,6	-5,8	-5,8
<i>Bœufs</i>	129	3,1	2,1	2,1	-0,2	99,5	99,3	3,3	-0,2	1,1
<i>Volaille</i>	326	1,5	0,6	-2,7	-0,4	106,2	105,8	4,7	-0,4	0,4
<i>Poissons frais</i>	254	-0,8	-2,7	-0,3	6,0	97,1	103,0	-4,6	6,0	7,3
<i>Poissons et autres produits séchés ou fumés</i>	106	6,1	11,7	6,7	10,0	104,1	114,5	4,5	10,0	10,5
<i>Huiles raffinées</i>	420	-1,2	1,7	2,9	-1,8	99,0	97,2	-0,1	-1,8	-0,6
<i>Légumes frais en fruit ou racine</i>	195	5,9	-2,0	-2,2	-3,7	110,0	106,0	6,6	-3,7	-2,2
<i>Légumes frais en feuilles</i>	96	9,0	5,8	-2,1	2,7	100,1	102,8	4,8	2,7	2,9
<i>Tubercules. plantain</i>	205	6,5	0,4	-7,5	-0,5	110,0	109,4	8,0	-0,5	-4,0
Boissons alcoolisées et tabac	170	-1,1	-0,4	0,0	0,7	100,1	100,8	-0,3	0,7	0,9
Articles d'habillement et chaussures	525	-1,2	-2,2	3,0	-0,5	100,1	99,6	0,2	-0,5	-0,6
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1543	-2,4	-0,2	0,1	0,5	100,3	100,8	-0,9	0,5	0,3
<i>Alimentation en eau</i>	88	-2,8	1,4	3,0	-0,4	99,7	99,3	-7,9	-0,4	-0,4
<i>Électricité</i>	308	-1,3	2,1	1,7	0,5	99,5	100,0	-4,2	0,5	0,0
<i>Gaz</i>	67	-3,7	1,0	5,9	-2,4	99,1	96,7	-0,9	-2,4	-0,1
Meubles. articles de ménage et entretien courant de la maison	380	-0,7	-1,5	0,3	2,2	99,7	101,9	0,6	2,2	1,2
Santé	231	-0,3	11,1	14,0	-1,3	100,1	98,8	0,0	-1,3	-1,4
Transports	813	7,1	4,1	1,1	8,5	101,2	109,8	2,2	8,5	8,8
<i>Carburants et lubrifiants</i>	248	-4,6	1,2	4,2	-7,0	103,7	96,5	7,5	-7,0	-7,2
Communications	555	1,1	2,7	7,8	0,3	102,2	102,6	2,2	0,3	2,1
Loisirs et culture	459	0,2	0,2	0,1	0,5	100,0	100,5	0,1	0,5	0,4
Enseignement	324	3,0	1,6	-0,7	2,9	102,9	105,9	2,9	2,9	2,9
Restaurants et hôtels	588	0,2	-1,7	-3,3	0,2	100,4	100,6	0,5	0,2	0,9
Biens et services divers	383	-0,6	-0,2	-0,9	0,7	99,6	100,3	-0,2	0,7	0,9

Sources : DGS/DGEPF

III.2. L'EMPLOI

Au terme du premier trimestre 2021, le nombre des salariés dans le secteur public a baissé de 0,8% pour s'établir à 101 663 agents, comparativement à la même période en 2020. Le repli des effectifs de ce secteur est lié à la baisse concomitante des agents de la fonction publique (-0,9%) et celle de la Main d'Œuvre Non Permanente (-0,7%).

Néanmoins, les effectifs sont repartis à la hausse par rapport au dernier trimestre de l'année 2020. Cette évolution résulte de la régularisation progressive des situations administrative des agents en attente de recrutement.

Evolution de l'emploi dans le secteur public (hors collectivités locales)

Effectifs du public	Evolution trimestrielle				Janvier-mars		
	2020			2021	2020	2021	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Fonction publique	88 868	87 611	84 168	88 168	88 934	88 168	-0,9%
MONP	13 979	13 644	13 613	13 495	13 589	13 495	-0,7%
Total*	102 847	101 255	97 781	101 663	102 523	101 663	-0,8%

Sources : DGBFIP, *(sans collectivités locales)

III.2.1. Evolution de l'emploi public

On observe une nouvelle baisse des effectifs de la fonction publique (-0,9%) comparativement à la même période en 2020. Cette évolution reste liée à l'application d'un ensemble des mesures d'ajustements sur les effectifs qui ont été prises depuis trois (03) ans. Il s'agit entre autres de la signature de l'arrêté prolongeant le gel des recrutements pour une période de 36 mois jusqu'en août 2021, et de la mise à la retraite systématique des agents ayant atteint la limite d'âge. Ces mesures concernent aussi bien les agents de la fonction publique que ceux de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP).

III.2.2 Evolution des effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente

Les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente ont diminué de 0,7% à fin mars 2021 pour s'établir à 13 495 agents comparativement à l'année précédente. Cette évolution s'explique par le maintien de la mesure de non remplacement systématique des agents de cette catégorie admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

III.3. LES SALAIRES

La dépense de personnel du secteur public au premier trimestre 2021 a été exécutée à hauteur de 161,6 milliards de FCFA, soit une baisse de 0,1% par rapport à l'année précédente. Cette situation s'explique par la diminution de la solde permanente (-0,3%), en dépit d'une progression de la masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente (+2,1%).

Le recul de la solde permanente s'explique par la maîtrise des effectifs et la poursuite des réformes engagées par l'Etat. En revanche, les salaires de la Main d'Œuvre Non Permanente ont augmenté de 2,1%, en lien avec la régularisation progressive des agents non pris en compte lors de la centralisation des données.

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards FCFA	Evolution trimestrielle				Janv-Mars		
	2020			2021	2020	2021	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Solde Permanente	153,4	152,6	152,2	153,1	153,4	153,1	-0,3%
MONP	8,9	8,7	8,6	8,5	8,3	8,5	2,1%
Total	162,3	161,3	160,8	161,6	161,8	161,6	-0,1%

Sources : DGBFIP, DGCPT, DGEPE

III.4. LE BUDGET DE L'ETAT

III.4.1. Les soldes budgétaires

De janvier à mars 2021, l'exécution du budget s'est soldée par des excédents du solde primaire et du solde base ordonnancements et un déficit du solde base caisse.

L'**excédent primaire** a toutefois baissé de 2,0 % à 88,8 milliards de FCFA. Cette diminution est consécutive au repli des recettes budgétaires (-6,3 %), nonobstant le fléchissement des dépenses primaires (-7,5 %).

Le **solde base ordonnancements** a enregistré un excédent de 16,4 milliards de FCFA, en repli de 0,1 % comparativement à la même période en 2020. Cette situation est imputable au recul des dépenses budgétaires dans une proportion quasi-similaire à celui des recettes budgétaires.

Par contre, le **solde base caisse** a affiché un déficit de 1,8 milliard de FCFA après avoir atteint un surplus de 19,9 milliards de FCFA de janvier à mars 2020. Cette situation est la résultante de la réduction de la variation des arriérés.

Evolution des soldes budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestriel				Premier trimestre		
	2020			2021	2020	2021	21/20
	T2	T3	T4	T1			
Recettes pétrolières	145,3	129,9	194,5	113,6	126,4	113,6	-10,1%
Recettes hors pétrole*	323,5	176,0	301,8	274,1	287,3	274,1	-4,6%
Recettes totales	468,8	306,0	496,3	387,7	413,6	387,7	-6,3%
Dépenses de fonctionnement	305,1	289,2	273,4	221,5	266,7	221,5	-16,9%
Dépenses d'investissement	45,7	89,9	94,2	18,3	11,7	18,3	56,4%
Autres dépenses	55,9	54,8	46,0	59,1	44,6	59,1	32,3%
Dépenses primaires	406,8	433,8	413,6	298,9	323,1	298,9	-7,5%
Intérêts sur la dette	74,6	54,2	94,0	72,4	74,2	72,4	-2,4%
Dépenses totales	481,4	488,1	507,6	371,3	397,2	371,3	-6,5%
Solde primaire	62,0	-127,9	82,7	88,8	90,6	88,8	-2,0%
Solde base ordonnancements	-12,5	-182,1	-11,3	16,4	16,4	16,4	-0,1%
Variations des arriérés	-13,8	59,3	-33,7	-18,2	3,5	-18,2	-619,5%
Solde base caisse	-26,3	-122,8	-44,9	-1,8	19,9	-1,8	-109,2%

*Y compris recettes comptes spéciaux et dons

Source : DGCPT

III.4.2. L'exécution des recettes

Au terme des trois (3) premiers mois de l'année 2021, au titre des recettes, un montant de 387,7 milliards de FCFA a été collecté, soit 19,8 % des prévisions, contre 413,6 milliards l'année

précédente. La diminution des recettes budgétaires (-6,3 %) est imputable au repli conjoint des recettes pétrolières et non pétrolières.

III.4.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 475,8 milliards de FCFA, 23,9 % des recettes pétrolières ont été collectés. Comparativement au premier trimestre de l'année précédente, les recettes pétrolières ont reculé de 10,1 % à 113,6 milliards de FCFA du fait de la diminution de la production pétrolière corrélée à la dépréciation des cours du baril du pétrole.

Par rapport à la loi de finances initiale 2021, l'exécution des recettes pétrolières a été de 33,0% pour la redevance minière proportionnelle, 23,9 % pour les transferts Sogara, 20,0 % pour les autres recettes et 14,3 % pour l'impôt sur les sociétés.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	Evolution trimestriel				Premier trimestre		
	2020			2021	2020	2021	21/20
	T2	T3	T4	T1			
Impôts sur les sociétés	81,6	44,0	65,6	17,3	33,3	17,3	-48,0%
Redevance Minière Proportionnelle	26,7	47,5	34,4	63,0	67,8	63,0	-7,1%
Autres	37,0	38,4	88,7	30,4	22,8	30,4	33,4%
Transferts SOGARA	-	-	5,9	2,9	2,5	2,9	16,8%
Total des recettes pétrolières	145,3	129,9	194,5	113,6	126,4	113,6	-10,1%

Source : DGCP

III.4.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 485,5 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2021, les recettes hors pétrole se sont établies à 274,1 milliards de FCFA de janvier à mars, soit un taux d'exécution de 18,4 %. Leur diminution (-4,6 %) comparativement à celles collectées à la même période en 2020 résulte du repli du recouvrement des impôts directs (-3,1 % à 60,0 milliards de FCFA pour l'impôt sur les sociétés et -39,6 % à 26,1 milliards de FCFA pour l'impôt sur les personnes physiques), malgré les performances réalisées en matière d'encaissement des autres catégories de recettes hors pétrole.

Par rapport à l'objectif annuel et par catégorie, l'exécution des recettes hors pétrole a été de 35,0 % pour les autres recettes, 20,9 % pour les droits de douane, 18,5 % pour les recettes des comptes spéciaux, 15,3 % pour les impôts directs (19,8 % pour l'impôt sur les sociétés et 10,2 % pour l'impôt sur les personnes physiques) et 9,6 % pour les taxes sur biens et services (dont 5,8 % pour la TVA).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	Evolution trimestriel				Premier trimestre		
	2020			2021	2020	2021	21/20
	T2	T3	T4	T1			
Droits de douanes	90,8	71,7	78,1	69,6	69,1	69,6	0,6%
Taxes sur les biens et services	58,5	6,3	36,7	36,1	32,9	36,1	9,5%
<i>dont TVA</i>	<i>44,3</i>	<i>- 15,1</i>	<i>19,7</i>	<i>12,7</i>	<i>14,1</i>	<i>12,7</i>	<i>-10,1%</i>
Impôts directs	88,4	31,1	78,5	86,1	105,1	86,1	-18,1%
Autres recettes	39,2	45,1	65,2	57,3	56,6	57,3	1,2%
Total hors comptes spéciaux	276,9	154,2	258,4	249,0	263,8	249,0	-5,6%
Recettes comptes spéciaux**	46,6	21,9	43,4	25,0	23,5	25,0	6,5%
Total de recettes hors pétrole	323,5	176,0	301,8	274,1	287,3	274,1	-4,6%

**Y compris les dons

Source : DGCPT

III.4.3. Les dépenses budgétaires

A fin mars 2021, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un repli de 6,5 % pour s'établir à 371,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution 18,1 % des prévisions. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), elles ont baissé de 7,5 % à 298,9 milliards de FCFA. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses n'intégrant pas le paiement des intérêts de la dette publique

III.4.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 111,2 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2021, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 221,5 milliards de FCFA de janvier à mars, soit un taux de réalisation de 19,9 %. En comparaison aux trois (3) premiers mois de l'année précédente, elles ont baissé de 16,9 % suite au repli des dépenses de biens et services et des dépenses de transferts et subventions, malgré le renforcement des dépenses de personnel.

Sur une dotation de 230,4 milliards de FCFA, les dépenses de biens et services se sont repliées pour s'établir à 11,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 5,2 %. Ce titre est en diminution de 76,7 % par rapport au niveau atteint à la même période en 2020 du fait essentiellement du recul des dépenses relatives aux autres biens et services (-79,9 % à 9,5 milliards de FCFA).

Les dépenses réalisées au titre des transferts et subventions ont été, quant à elles, exécutées à hauteur de 36,9 milliards de FCFA, soit un taux d'accomplissement de 18,9 % de l'autorisation budgétaire. Elles ont diminué de 22,9 % suite au fléchissement des autres transferts et interventions (-15,2 % à 36,9 milliards de FCFA) combiné à l'absence des dépenses en matière de soutien des prix des carburants.

Les dépenses de personnel ont été effectuées à hauteur de 172,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution 25,2 % de la dotation de la loi de finances initiale. Comparativement aux trois (3) premiers mois de l'année 2021, elles ont augmenté de 3,0 % suite au renforcement du traitement de la main d'œuvre non permanente (+70,3 % à 8,0 milliards de FCFA), des autres dépenses de personnel (+14,5 % à 5,1 milliards de FCFA) et de la solde permanente (+0,7 % à 159,5 milliards de FCFA).

III.4.3.2 Les dépenses d'investissement

Au cours des trois (3) premiers mois de l'année, les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 18,3 milliards de FCFA. Comparativement à l'année 2020, elles ont augmenté de 56,4 % suite à une meilleure mobilisation des financements sur ressources extérieures. En effet, les dépenses financées sur ressources extérieures sont exécutées à 5,3% contre 2,4 % pour celles financées sur ressources propres.

Par rapport à la loi de finances initiale 2021, les dépenses en capital enregistrent un taux d'exécution de 3,8% contre +2,2% au premier trimestre 2020 soit une hausse de 1,6 point.

III.4.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 59,1 milliards de FCFA de janvier à mars 2021 contre 44,6 milliards de FCFA à la même période une année plus tôt. Leur accroissement (+32,3 %) est lié au renforcement de toutes les composantes.

III.4.3.4 La charge de la dette

Arrêtées à 272,9 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, les charges financières de la dette ont été exécutées à hauteur de 72,4 milliards de FCFA au terme des trois (3) premiers mois de l'année, soit 26,5 % de l'autorisation budgétaires. Par comparaison à l'année précédente, elles ont baissé de 2,4 % suite au recul du règlement des intérêts sur la dette extérieure (-48,9 % à 29,2 milliards de FCFA), nonobstant le renforcement du paiement de ceux sur la dette intérieure (+152,8 % à 43,2 milliards de FCFA).

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestriel				Premier trimestre		
	2020			2021	2020	2021	21/20
	T2	T3	T4	T1			
Fonctionnement	305,1	289,2	273,4	221,5	266,7	221,5	-16,9%
Salaires et traitements	169,9	177,5	168,3	172,6	167,6	172,6	3,0%
Biens et services	64,9	58,8	27,4	11,9	51,2	11,9	-76,7%
Transferts et subventions	70,4	52,9	77,7	36,9	47,9	36,9	-22,9%
Investissements	45,7	89,9	94,2	18,3	11,7	18,3	56,4%
Ressources propres	40,2	34,3	68,5	6,0	9,5	6,0	-36,6%
Finex	5,5	55,6	25,6	12,3	2,2	12,3	448,6%
Autres dépenses	55,9	54,8	46,0	59,1	44,6	59,1	32,3%
Prêts nets y c prise de participation	-4,9	5,2	-2,4	2,9	-1,8	2,9	-259,2%
FER	2,3	11,1	1,9	6,1	3,4	6,1	80,2%
CNAMGS	7,9	3,7	5,5	9,1	7,7	9,1	18,3%
FNDS	0,8	1,7	2,4	3,0	0,8	3,0	269,4%
Comptes spéciaux	49,8	33,1	38,6	38,0	34,6	38,0	9,8%
Total dépenses primaires	406,8	433,8	413,6	298,9	323,1	298,9	-7,5%
Intérêts sur la dette	74,6	54,2	94,0	72,4	74,2	72,4	-2,4%
Total dépenses	481,4	488,1	507,6	371,3	397,2	371,3	-6,5%

Source : DGCPT

III.5 LA DETTE PUBLIQUE

L'analyse de la dette publique s'articule principalement autour de trois (3) axes : le règlement, les tirages et le stock de la dette. Au terme des trois (3) premiers mois de l'année 2021, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une forte baisse des règlements, des décaissements et un léger accroissement du stock de la dette.

III.5.1. Le règlement de la dette

Le règlement de la dette publique s'est chiffré à 61,7 milliards de FCFA contre 648,0 milliards de FCFA au premier trimestre 2020.

Le règlement de la dette extérieure (58,2% des paiements) a été effectué à hauteur de 39,2 milliards de FCFA au premier trimestre 2021 contre 570,1 milliards de FCFA à la même période en 2020. Les paiements ont porté essentiellement sur la dette des marchés financiers internationaux à hauteur de 17,9 milliards de FCFA et sur la dette multilatérale pour 12,9 milliards de FCFA. Il est à noter que ces règlements intègrent le paiement d'arriérés à hauteur de 7,5 milliards de FCFA.

A fin mars 2021, le paiement de la dette intérieure s'est situé à 25,8 milliards de FCFA contre 77,9 milliards de FCFA en 2020. Il concerne la dette bancaire pour 17,2 milliards de FCFA, la dette sur le marché financier régional pour 7 milliards de FCFA et la dette moratoire pour 1,6 milliard de FCFA

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Mars			
	2020			2021	2020	2021	Poids	Variation
	T2	T3	T4	T1				
Dette extérieure	64,9	79,1	81,3	35,9	570,1	35,9	58,2%	-93,7%
Multilatérale	10	16,7	30	12,9	35,2	12,9	20,9%	-63,4%
Bilatérale	9	22,8	14,5	0,2	21,1	0,2	0,3%	-99,1%
Commerciale	17,9	21,3	11,2	4,9	23,9	4,9	7,9%	-79,5%
Marché financier Inter.	28	18,3	25,7	17,9	490	17,9	29,0%	-96,3%
Dette intérieure	119,4	80,4	105,6	25,8	77,9	25,8	41,8%	-66,9%
Bancaire	42,2	29	46,2	17,2	20,2	17,2	27,9%	-14,9%
Moratoires	5,7	22,4	10	1,6	15	1,6	2,6%	-89,3%
Divers	2,5		1				0,0%	
Marché financier Régional	68,9	29	48,3	7	42,7	7	11,3%	-83,6%
Total	184,3	159,6	186,9	61,7	648	61,7	100,0%	-90,5%

Sources : DGEPP / DGD

III.5.2. L'évolution des tirages sur financement

Au premier trimestre 2021, l'Etat gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieur et intérieur pour un montant total de 164,9 milliards de FCFA contre 652,7 milliards de FCFA au premier trimestre de l'année 2020. Cette évolution résulte de la baisse des tirages sur financements extérieurs, en dépit d'une hausse des décaissements sur financements intérieurs

A fin mars 2021, les tirages sur financements extérieur sont composés essentiellement de prêts projets effectués à hauteur de 10,0 milliards de FCFA auprès des marchés multilatéraux et à 2,3 milliards de FCFA auprès des bailleurs de fonds bilatéraux.

Au premier trimestre 2021, les tirages sur financement intérieur proviennent exclusivement du marché financier régional.

Evolution des tirages sur financement

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Mars			
	2020			2021	2020	2021	Poids	Variation
	T2	T3	T4	T1				
Dette extérieure	93,9	206,1	25,7	12,3	597,4	12,3	91,5%	-97,9%
Multilatérale	88,4	184	11,6	10	0,2	10	0,0%	
Bilatérale	5,5	16,8	8,6	2,3	2,0	2,3	0,3%	15,0%
Commerciale		5,3	5,5					
Marché financier Inter.					595,2		91,2%	
Dette intérieure	104,1	63,7	161,7	152,6	55,3	152,6	8,5%	175,9%
Marché financier Rég	104,1	63,7	161,7	152,6	55,3	152,6	8,5%	175,9%
Total	198	269,8	187,4	164,9	652,7	164,9	100,0%	-74,7%

Sources : DGEPP / DGD

III.5.3 Le stock de la dette publique

Au cours des trois (3) premiers mois de l'année 2021, l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 14,6% pour se situer à 6 426,4 milliards de FCFA. La hausse du stock de la dette publique est imputable à l'accroissement de l'encours de la dette extérieure (+2,5%) et de la dette intérieure (+45,7%).

L'augmentation de l'encours de la dette extérieure (+2,5%) est due au renforcement des engagements des bailleurs multilatéraux (+16,3%) en dépit du repli des engagements bilatéraux (-0,5%), des marchés financiers (-6,1%) et des créanciers commerciaux (-11,9%).

Quant à l'encours de la dette intérieure (+45,7%), cette progression résulte de la hausse des créances auprès des banques, de la dette moratoire et celle envers le marché financier régional.

Au terme de ces évolutions, le portefeuille de la dette publique est composé de 64,3% de dette extérieure et 35,7% de la dette intérieure.

Evolution du stock de la dette publique

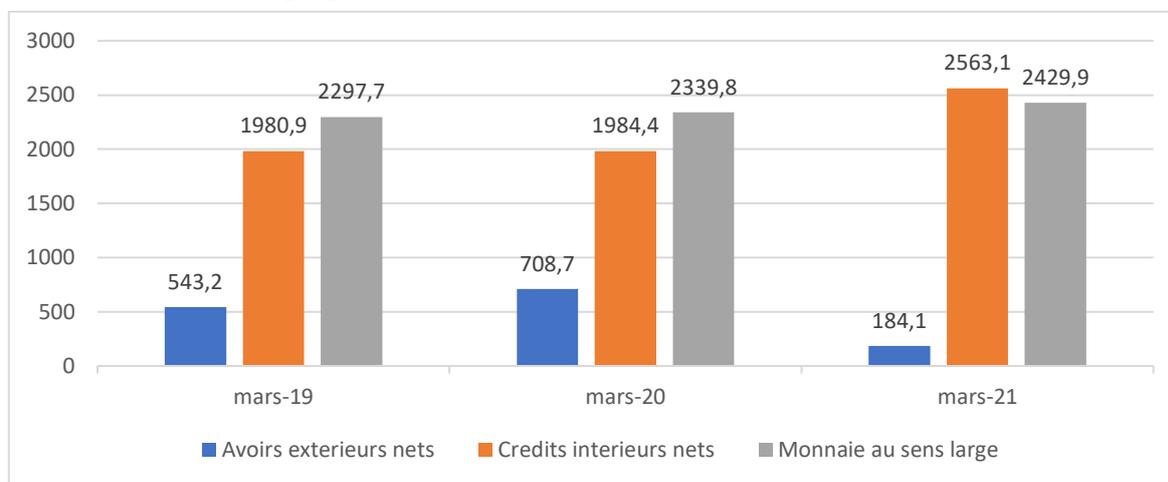
En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janv-Mars			
	2020			2021	2020	2021	Poids	variation
	T2	T3	T4	T1				
Dette extérieure	4 040,20	4 142,10	4 052,40	4 131,45	4 031,6	4 131,45	64,3%	2,5%
Multilatérale	1 468,40	1 645,80	1 627,9	1 634,2	1 405,0	1 634,2	25,4%	16,3%
Bilatérale	857,7	858,5	841,4	864,1	868,5	864,1	13,4%	-0,5%
Commerciale	288,4	273,6	269,1	271,0	307,7	271,0	4,2%	-11,9%
Marché financier Inter.	1 425,70	1 364,30	1 314,1	1 362,17	1 450,40	1 362,17	21,2%	-6,1%
Dette intérieure	1 660,50	1 693,00	2 212,5	2 295,0	1 575,4	2 295,0	35,7%	45,7%
Bancaire	802,4	784,6	887,6	884,9	788,0	884,9	13,8%	12,3%
Moratoires	248,6	256,4	544,1	544,2	220,9	544,2	8,5%	
Marché financier Régional	609,5	652	780,8	865,9	566,5	865,9	13,5%	52,9%
Total	5 700,70	5 835,10	6 264,90	6 426,43	5 607,0	6 426,4	100,0%	14,6%

Sources : DGEPP / DGD

III.6 LA SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire large à fin mars 2021 est marquée par une détérioration des avoirs extérieurs nets (-74%), un accroissement de la masse monétaire (+3,9%) et une consolidation du crédit intérieur net (+27,8%).

Agrégats monétaires résumés (en milliards de FCFA)



III.6.1.les principaux agrégats monétaires

III.6.1.1. La masse monétaire (M2)

Elle est en hausse (+3,9%) à 2 429,9 milliards de FCFA à fin mars 2021, en relation avec la consolidation du crédit intérieur net (+27,8%), soit 2 536,1 milliards de FCFA. Cette situation s'explique par les évolutions positives des dépôts (+2,8%) à 2 020,8 milliards de FCFA, de la circulation fiduciaire (+9,4%) à 409 milliards de FCFA, et de la quasi monnaie (+8,1%), soit 718,9 milliards de FCFA.

Les mesures sanitaires prises par le gouvernement pour lutter contre la propagation de la COVID ont fortement impacté l'activité économique. En effet, les entreprises ont été confrontées à une baisse drastique du niveau de leur activité, occasionnant des licenciements et des fermetures de sociétés. Toutefois, pour faire face à la crise, la Banque Centrale a abaissé son principal taux directeur d'un demi-point, passant ainsi d'un TIAO de 3,5 points à un TIAO de 3 points. La conséquence a été l'augmentation de la masse monétaire suite à un accroissement du crédit intérieur.

III.6.1.2- Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires, composées des emprunts extérieurs à moyen et long terme, des fonds propres du système bancaire, des allocations de DTS et des autres postes nets, sont en baisse de 1,0% à 290,3 milliards de FCFA au 31 mars 2021 contre 353,3 milliards de FCFA en mars 2020.

III.6.2-LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires augmentent de 3,6% à 3 939,9 milliards de FCFA, influencées par la hausse du crédit intérieur de 27,8%.

III.6.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système bancaire sont passés de 612,1 milliards de FCFA en mars 2020, à 132,9 milliards de FCFA en mars 2021. Cette situation est corrélée à la détérioration simultanée des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-78,3%) et des banques primaires (-47,1%) qui se sont chiffrés respectivement à 132,9 et 51,1 milliards de FCFA.

Cette chute des avoirs extérieurs nets, à fin mars 2021, est consécutive aux importants engagements extérieurs à court, moyen et long terme de la Banque Centrale et des banques commerciales.

III.6.2.2. Le crédit intérieur

Il s'est affermi de 27,8% à 2 536,1 milliards de FCFA à fin mars 2021, à la faveur de la hausse simultanée des créances nettes sur l'Etat (+50,5%) et des crédits à l'économie (+9,9%).

- **Les créances sur l'économie**

Pour faire face à la crise, le gouvernement a dégagé une enveloppe de 250 milliards de FCFA. Ce soutien à l'économie s'est manifesté notamment par la relance de certains travaux de voiries urbaines et la construction des salles de classe.

- **Les créances nettes sur l'Etat**

En rapport avec la politique des finances publiques, la situation nette débitrice de l'Etat par rapport au système bancaire se situerait à 1 316,4 milliards de FCFA en mars 2021 contre 874,8 milliards de FCFA un an plus tôt. Aussi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) se serait-elle dégradée, à 1 313,6 milliards de FCFA contre 916 milliards de FCFA, en mars 2020.

Trimestre	mars-19	mars-20	mars-21
	<i>En milliards de F CFA</i>		
Avoirs extérieurs nets	543,2	708,7	184,1
Banque centrale	463,3	612,1	132,9
Banques commerciales	79,9	96,6	51,1
Crédits intérieurs nets	1980,9	1984,4	2536,1
Créances nettes sur l'Etat	866,3	874,8	1 316,4
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	<i>922,6</i>	<i>916</i>	<i>1313,6</i>
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	<i>-56,3</i>	<i>-41,1</i>	<i>2,8</i>
Créances sur le reste de l'économie	1114,6	1109,6	1219,7
Ressources = Contreparties	2524,1	2693,1	2720,2
Monnaie au sens large	2297,7	2339,8	2429,9
Circulation fiduciaire	373,9	373,8	409
Dépôts	1923,8	1966	2020,8
<i>dont Quasi monnaie</i>	<i>795,2</i>	<i>665,3</i>	<i>718,9</i>
Ressources extra-monétaires	226,4	353,3	290,3
	<i>Variation annuelle en %</i>		
Avoirs extérieurs nets	47,13%	30,47%	-74,0%
Crédits intérieurs nets	9,76%	0,18%	27,8%
Créances nettes sur l'Etat	11,36%	0,98%	50,5%
Créances sur le reste de l'économie	8,54%	-0,45%	9,9%
Ressources = Contreparties	16,10%	6,70%	1,0%
Masse monétaire	14,76%	1,83%	3,9%
Circulation fiduciaire	22,79%	-0,03%	9,4%
Dépôts	13,32%	2,2%	2,8%

Source : B.E.A.C.

CONCLUSION

Au regard des résultats du secteur réel au terme des trois premiers mois de l'année 2021, nous notons une reprise significative de l'activité à travers les productions réalisées par de nombreuses branches du secteur hors pétrole. Qu'il s'agisse des mines, du bois, de l'huile de palme ou des industries agroalimentaires, la tendance est globalement à la hausse par rapport au premier trimestre 2020. Il convient de préciser que la comparaison sur les trois premiers mois concerne un trimestre sous la pandémie en 2021 par rapport à une situation avant covid en 2020 (la crise sanitaire ayant démarré au second trimestre au Gabon), ce qui laisse des possibilités de progression meilleures sur les trimestres suivants.

Néanmoins, la situation de l'économie comporte encore des risques, notamment ceux liés au maintien des mesures restrictives. Celles-ci impactent de manière plus forte le secteur des services, le commerce et certaines industries. Les performances d'atterrissage de ces branches dépendront du rythme d'allègement de ces mesures au plan national mais également au niveau international (impact sur les voyages internationaux).

De même, l'atteinte des objectifs de croissance annuelle désormais estimée à +1,5% en 2021 dépendra des performances d'exécution de la dépense publique, notamment du budget d'investissement et de la mise en œuvre des projets d'infrastructures annoncés, précisément dans les domaines de la route, des transports, de l'énergie et de l'adduction d'eau.

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. IKAPI Eric

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. BANGUEBE Aldrin Jules

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

Mme. ONGOURI MOUBOTOTO AGNES

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. OBANDJI Guy Ulrich

M. Florent MANEMBE
M.ODJA SACHA LEE MARINO
M ASSEMI LIONEL

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

Mme. Julie-Sandrine NTSAME

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Rita NGANDOU

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET

Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU

Mme. Elzy Yolène BOUYOU

Mme. Anuarite LOUBAKI-DIMBOU

M. Raphael MBA NANG

M. Martial MBA BISSIGHE

M. Albain MOKAMBO

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Brice YOUOMO

M. Patrick Patrici NZUE EDOU

M. Didier NKOGHE OBAME

M. Euloge-Bernardin LENGOUNGA

M. Georges Freddy MOUNANGA

DIRECTION DES SYNTHESSES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)

Directeur : Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint : M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargées d'Etudes

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargé d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LEBOUBA